



Conseil de sécurité

Soixante-quatrième année

6094^e séance

Jeudi 19 mars 2009, à 15 heures

New York

Provisoire

<i>Président :</i>	M. Shalgham	(Jamahiriya arabe libyenne)
<i>Membres :</i>	Autriche	M. Mayr-Harting
	Burkina Faso	M. Kafando
	Chine	M. Liu Zhenmin
	Costa Rica	M. Urbina
	Croatie	M. Jurica
	États-Unis d'Amérique	M ^{me} DiCarlo
	Fédération de Russie	M. Churkin
	France	M. Ripert
	Japon	M. Takasu
	Mexique	M. Heller
	Ouganda	M. Rugunda
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Sir John Sawers
	Turquie	M. İlkin
	Viet Nam	M. Bui The Giang

Ordre du jour

La situation en Afghanistan

Rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (S/2009/135)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau C-154A.



La séance est ouverte à 15 h 10.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation en Afghanistan

Rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (S/2009/135)

Le Président (*parle en arabe*) : J'informe le Conseil que j'ai reçu des représentants de l'Afghanistan, de l'Australie, du Canada, de la République tchèque, de l'Allemagne, de l'Inde, de la République islamique d'Iran, de l'Italie, des Pays-Bas, de la Norvège et du Pakistan des lettres dans lesquelles ils demandent à être invités à participer au débat sur la question inscrite à l'ordre du jour du Conseil. Selon la pratique établie, je propose, avec l'assentiment du Conseil, d'inviter ces représentants à participer au débat sans droit de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du Règlement intérieur provisoire du Conseil.

En l'absence d'objection, il en est ainsi décidé.

Sur l'invitation du Président, M. Tanin (Afghanistan) prend place à la table du Conseil; les représentants des autres pays susmentionnés occupent les sièges qui leur sont réservés sur le côté de la salle du Conseil.

Le Président (*parle en arabe*) : Conformément à l'accord auquel le Conseil de sécurité est parvenu lors de ses consultations préalables, je considérerai que le Conseil de sécurité décide d'inviter en vertu de l'article 39 de son règlement intérieur provisoire, M. Kai Eide, Représentant spécial du Secrétaire général et chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan.

Il en est ainsi décidé.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour. Le Conseil se réunit conformément à l'accord auquel il est parvenu lors de ses consultations préalables.

Les membres du Conseil sont saisis du document S/2009/135, qui contient le rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales.

À la présente séance, le Conseil de sécurité entendra un exposé de M. Kai Eide, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan et chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan. Je lui donne maintenant la parole.

M. Eide (*parle en anglais*) : Pour commencer, je vais présenter des faits nouveaux dont il n'est pas souvent fait état et qui ne reçoivent pas du public l'attention qu'ils méritent. Ils sont néanmoins importants si l'on veut se faire une idée plus complète de l'évolution de la situation en Afghanistan.

Premièrement, après tous les changements survenus ces derniers mois, le Gouvernement afghan est désormais plus efficace et plus compétent que jamais auparavant, et l'administration des provinces est de meilleure qualité.

Deuxièmement, la coopération entre les principales composantes du Gouvernement s'est améliorée; cela est vrai surtout pour les ministères et les institutions chargés de la sécurité. Et les résultats sont évidents. Nous constatons une plus grande aptitude à mettre au jour des réseaux terroristes et à prévenir des attaques. Certes, il y a eu à Kaboul des attentats terroristes spectaculaires, mais dans l'ensemble, le nombre d'attaques commises dans la capitale a diminué, en partie sans doute grâce à une meilleure coordination. Par ailleurs, les ministères chargés de l'économie travaillent de manière plus cohérente depuis les changements opérés dans la direction des ministères des finances, de l'agriculture et du commerce. Cela devrait permettre au Gouvernement d'élaborer des politiques économiques plus uniformes.

Troisièmement, ces changements ont permis au Gouvernement de mieux s'attaquer à certains des problèmes qui nous préoccupent depuis un certain temps. Je voudrais en mentionner quelques-uns.

S'agissant de la police, un effort global est en cours en vue de renforcer et de « nettoyer » les forces de police, ce qui devrait accroître l'efficacité de la lutte contre l'insurrection, améliorer le respect de l'état de droit et renforcer la lutte contre la corruption. Un nombre non négligeable de policiers a été retiré des rangs de la police et fait l'objet de poursuites.

Une stratégie agricole nationale sera lancée au mois d'avril. Elle inclura l'ensemble des principaux secteurs agricoles et mettra en place un système de financement commun pour les donateurs. Les

principaux objectifs sont évidemment d'augmenter la production agricole, de développer les capacités commerciales et d'accroître l'emploi rural.

La nouvelle équipe du Ministère du commerce s'attaque aux problèmes du développement du secteur privé : mise en place d'un cadre juridique, définition des priorités pour la promotion de l'investissement, réforme de l'octroi des licences et accords relatifs au commerce et au transit avec les pays voisins. Et je voudrais rappeler aux membres que la police, l'agriculture et le secteur privé, qui ont été négligés pendant des années, sont désormais traités comme des domaines prioritaires.

Quatrièmement, la meilleure cohésion interne que nous voyons émerger aujourd'hui au sein du Gouvernement nous aidera à triompher de la fragmentation qui, jusqu'à présent, a entravé la coordination avec la communauté internationale. Un homologue afghan plus fort nous permettra de faire un meilleur usage du principal organe de coordination, le Conseil commun de coordination et de suivi.

Cinquièmement, pour ce qui est de la culture du pavot, les prévisions indiquent qu'en 2009, la production pourrait connaître une baisse très importante dans l'ensemble du pays. Nous pourrions voir encore augmenter le nombre de provinces où le pavot n'est plus cultivé, et constater également d'importantes réductions de la production du pavot dans le sud. Cela pourrait constituer un tournant dans notre lutte contre les stupéfiants.

Ces faits nouveaux constituent des réussites potentielles. Toutefois, j'insiste sur le mot « potentielles », car notre aptitude à en faire une réalité dépendra, dans une large mesure, de la capacité de la communauté internationale de nous accorder rapidement son appui. Nous avons besoin, pour la police, de formateurs, de conseillers et de matériel. Il faut adapter et renforcer l'assistance agricole afin de réagir avec plus de flexibilité aux nouvelles priorités et aux nouveaux programmes. Il faut aider les gouverneurs résolus à débarrasser leur province du pavot et les agriculteurs qui sont prêts à passer de la culture du pavot à celle de récoltes licites.

Si nous pouvions enregistrer des succès dans ces domaines, nous serions alors vraiment à la hauteur des engagements que nous avons tous pris à Paris en juin de l'année dernière. Et pour la première fois, nous serions véritablement en mesure de remédier à certaines de nos préoccupations les plus graves, les

plus anciennes et les plus profondes : la lutte contre la corruption et la criminalité, la réduction des ressources financières acheminées vers les insurgés et l'amélioration de la sécurité alimentaire.

Il n'existe pas de solutions rapides; cela prendra du temps. Mais pour la première fois, la situation est prometteuse. Si nous ne réagissons pas rapidement, nous risquons de voir plusieurs de ces secteurs sombrer dans la stagnation, voire régresser. Nous ne pouvons pas nous le permettre. Les progrès réalisés dans chaque secteur contribueront à la stabilité politique et à la croissance économique, et ils constitueront des éléments critiques de toute stratégie de sortie internationale.

Bien entendu, c'est essentiellement aux principales personnalités politiques et aux principaux responsables afghans que revient le mérite de ces progrès, lesquels n'auraient toutefois pas été possibles sans la présence et l'engagement de la communauté internationale, aux plans civil et militaire. Ce n'est donc pas le moment de renoncer, mais au contraire, de rester engagés.

Ces tendances positives sont souvent éclipsées par des événements tragiques et par l'évolution de la situation politique – à ce stade, il s'agit principalement des conditions de sécurité et du débat animé au sujet des élections présidentielles et provinciales. Certes, la sécurité s'est détériorée ces derniers mois. La douceur de l'hiver a fourni un environnement propice au maintien d'un niveau élevé de violence, et le Ramadan, qui est arrivé tôt cette année, a prolongé la période des combats. En conséquence, le nombre total d'incidents survenus en décembre 2008 a augmenté de 42 % par rapport à ce qu'il était en décembre de l'année précédente; en janvier 2009, il était supérieur de 75 % à ce qu'il était en janvier 2008. Comme je l'ai dit, à Kaboul, le nombre d'incidents a diminué, grâce en partie aux meilleures prestations des forces de sécurité afghanes, mais nous devons nous attendre à ce que les combats reprennent de plus belle dans quelques semaines seulement.

Le processus électoral a bien sûr occupé la place de choix dans nos efforts et a été également au centre de l'attention des médias. Nous avons désormais un accord sur la date de l'élection, fixée au 20 août, ce qui signifie qu'en matière de financement, d'achats, d'organisation, de formation et de sécurité nous pouvons planifier cet événement sur la base de cette date butoir ferme. Le principal problème maintenant

consiste bien entendu à aplanir les divergences concernant ce qui va se passer entre le 22 mai, lorsque l'actuel mandat présidentiel arrivera à expiration selon la Constitution, et le début du prochain mandat présidentiel.

Notre message aux hommes politiques afghans ainsi qu'à l'opposition est clair. Ils doivent parvenir à un consensus politique pour garantir la légitimité et la force des institutions afghanes jusqu'à l'investiture du prochain président. Atteindre un tel consensus est d'un intérêt politique vital. Un consensus similaire a été obtenu par le passé lorsqu'ils ont jugé que les intérêts nationaux étaient en jeu. Mais, chaque fois que les dirigeants n'ont pas atteint un consensus national, nous savons que le prix payé par le pays a été très élevé.

La communauté internationale compte aujourd'hui 70 000 soldats en Afghanistan qui sont déployés aux côtés des forces afghanes. Des milliards de dollars ont été investis. Les mois d'été sont ceux où les combats battent leur plein. Nous ne pouvons permettre que ces mois se transforment également en une période d'instabilité politique et constitutionnelle. Nous avons besoin d'un gouvernement et nous avons besoin d'institutions capables de poursuivre leur travail de manière énergique et pleinement légitime.

Nous avons également un message à l'attention du Gouvernement. Les inquiétudes de l'opposition sont réelles et tout à fait fondées. Elles ont trait à la transparence et à l'équité du processus électoral. Le Gouvernement afghan doit démontrer qu'il est prêt à tout mettre en œuvre pour rassurer l'opposition et garantir que les élections seront équitables et transparentes et que les ressources dont dispose le pouvoir en place ne seront pas employées à mauvais escient.

Enfin, nous avons un message à l'adresse de la communauté internationale. Nous devons nous aussi tout mettre en œuvre pour créer des mécanismes répondant aux mêmes objectifs, à savoir la transparence et l'équité, en coopération avec les autorités afghanes et la société civile. J'exhorte ceux qui ont été priés d'envoyer des observateurs internationaux, comme l'Union européenne et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, à jouer pleinement leur rôle aux côtés des efforts d'observation déployés au niveau national. L'ONU et la Commission électorale indépendante vont mettre en place une commission des contentieux électoraux, qui sera aussi solide que possible dans les

circonstances actuelles. Une commission des plaintes contre les médias sera également créée et l'ONU, de concert avec la Commission indépendante des droits de l'homme en Afghanistan, surveillera le respect des droits politiques.

Tous les acteurs concernés, que ce soit le Gouvernement, l'opposition ou la communauté internationale, doivent avoir conscience de ce que coûterait un processus électoral biaisé ou non équitable. Cela aurait pour résultat de prolonger l'instabilité politique, alors que plus que jamais la stabilité est nécessaire. Cela sèmerait aussi le doute dans les esprits de nombreux Afghans quant à la valeur des processus démocratiques, alors que la confiance est indispensable.

La coopération entre civils et militaires est un élément important de notre mandat. Les relations entre la Force internationale d'assistance à la sécurité et la Mission des Nations Unies ont continué de s'améliorer. De concert avec le Gouvernement afghan, nous avons aujourd'hui grandement progressé vers la formulation de l'approche intégrée dont nous parlons depuis de nombreuses années. Le but en est simple. Il s'agit d'affecter l'ensemble de nos ressources, civiles et militaires, d'une manière nous permettant d'en faire le meilleur usage possible, de renforcer les activités de développement dans les domaines où elles peuvent être déployées sans entrave, et de fournir une meilleure base de gouvernance dans les districts encore instables, en attirant progressivement un nombre croissant d'activités civiles de développement là où de tels efforts ont jusqu'à présent étaient difficiles. Nous devons apprendre à travailler ensemble d'une nouvelle manière.

L'ONU a pris la tête s'agissant de régler le problème des victimes civiles et des comportements militaires qui ne respectent pas suffisamment les sensibilités culturelles afghanes. Cette initiative résulte de notre obligation de protéger et de promouvoir les droits de l'homme, mais notre engagement est également motivé par la nécessité de veiller à ce que les Afghans appuient fermement la poursuite de la présence internationale. Nous avons constaté combien les incidents graves ont non seulement remis en cause l'appui aux forces militaires internationales, mais aussi rendu plus vulnérable la communauté des travailleurs humanitaires et des agents de développement. Le nombre des victimes civiles a augmenté de 40 % l'an dernier, même si les insurgés sont clairement responsables de la majorité de ces victimes.

Je me félicite de constater que le commandant des forces internationales, le général McKiernan, à qui je rends hommage, s'attaque avec beaucoup de vigueur et de conviction à ce problème dans les instructions qu'il donne à ses soldats, à savoir minimiser l'emploi de la puissance aérienne, améliorer la coordination avec les forces de sécurité afghanes, leur confier la direction des opérations là où cela est possible, et respecter, comme je l'ai dit, les sensibilités culturelles de la population afghane.

Le Président Karzai n'a eu de cesse d'exprimer avec force son point de vue, lequel est partagé par de nombreux Afghans. Il a été écouté et on agit actuellement en conséquence. Il est remédié au problème. Il me faut malheureusement ajouter que les groupes d'insurgés continuent leurs attaques délibérées et aveugles contre les civils.

Je comprends ceux qui affirment qu'un nombre accru de soldats permettrait de ne plus recourir autant à la force aérienne et de causer moins de pertes civiles, mais nous devons aussi reconnaître qu'il est possible que l'inverse se produise. Envoyer des effectifs supplémentaires signifie qu'il y aura davantage de combats, ce qui est d'ailleurs le but. Avec un nombre accru de soldats et leur relève fréquente, les forces militaires internationales devront veiller à ce que leurs actions consolident à la fois l'appui des Afghans et celui de l'opinion publique des pays qui fournissent des contingents.

La mauvaise coordination entre les donateurs est une préoccupation pour nous tous et un élément prioritaire de notre mandat. Nous avons enregistré certains progrès dans quelques domaines. Je pense par exemple que la coordination politique est meilleure aujourd'hui. En ce qui concerne la coordination entre les donateurs, la situation est plus complexe et sans doute moins encourageante. Ces derniers mois, il y a eu une série de discussions sur la conception des politiques, ce qui, je l'espère, finira par déboucher sur la définition de politiques. En outre, certains pays acheminent davantage de ressources par le conduit de programmes nationaux ou les versent directement au budget afghan. Mais je continue d'être gravement préoccupé, comme les membres du Conseil le savent, par plusieurs de nos pratiques.

Premièrement, nous devons autant que possible éviter de faire appel à des prestataires privés, qui sont souvent surpayés et sous-qualifiés et dont le but est de terminer vite le travail de manière à passer au projet

suivant. À court terme, le coût de telles politiques de développement est élevé et, sur le long terme, leur impact est faible. Il nous faut être capables de mieux mesurer nos réalisations sur le plan de l'impact, de la rentabilité et de l'effet sur le renforcement des capacités.

Deuxièmement, et je sais que certains membres du Conseil sont fatigués de l'entendre dire, il me faut revenir sur ce que j'ai appelé la fragmentation de l'Afghanistan générée par les donateurs. Je comprends la nécessité de construire là où se déroulent les combats, mais cela crée un mauvais équilibre, qui s'aggrave de surcroît, ce en dépit des mises en garde constantes, des accords convenus et des demandes pressantes des autorités afghanes. Un nombre croissant de donateurs adoptent une perspective à l'échelle de la province vis-à-vis de l'Afghanistan. Or, il est indispensable d'avoir une approche nationale. Si la tendance actuelle n'est pas corrigée, je crains que des troubles ne surviennent dans les régions où règne aujourd'hui la stabilité et que nous soyons de moins en moins capables de mettre en œuvre des programmes nationaux.

Troisièmement, là où cela est possible, la présence militaire internationale devrait confier les ressources pour le développement aux autorités et aux institutions civiles, de préférence afghanes, plutôt que d'entreprendre elle-même les activités de développement. Je voudrais recommander que toutes les Équipes de reconstruction de province versent, là où cela est possible, les ressources destinées au développement à des mécanismes souvent sous-financés mais efficaces, comme par exemple le Programme national de solidarité. Les projets mis en œuvre seraient ainsi moins coûteux et plus durables et cela consoliderait la position du Gouvernement afghan aux yeux de son opinion publique.

Quatrièmement, je pense désormais que le Gouvernement afghan n'a jamais été informé de l'utilisation d'une somme allant de 500 millions à 1 milliard de dollars. Par conséquent, le Gouvernement afghan ne sait pas, et nous ne savons pas, combien d'argent est dépensé dans le pays et dans quel but. À cause du manque de coordination et de transparence, une grande partie de la Stratégie nationale de développement ne sera pas financée. La grande majorité de l'aide est dépensée de telle manière qu'elle échappe au contrôle du Gouvernement et toute tentative d'influencer la manière dont elle est dépensée

est entravée par un système international de donateurs extraordinairement complexe.

Avec l'aide de la Banque mondiale, nous mettrons bientôt sur pied une nouvelle base de données globale et facilement accessible au niveau des Ministères de l'économie et des finances. J'encourage les donateurs à en tirer pleinement parti. Beaucoup de donateurs que je rencontre soulignent qu'il faut une meilleure coordination. Mais très peu, je dois dire, se montrent disposés à modifier leurs pratiques. Ces pratiques nous ont conduits à la situation de fragmentation et de confusion que nous connaissons encore aujourd'hui.

L'ONU mettra également en place un nouveau mécanisme d'examen par les pairs. L'objectif sera de rassembler des donateurs dans certains domaines prioritaires pour s'assurer qu'il n'y ait pas de chevauchements et qu'ils se complètent, et qu'ils aient une perspective stratégique conforme aux plans du Gouvernement afghan. Cette initiative jouit de l'appui du Gouvernement afghan lui-même et des principaux donateurs.

J'ai parlé de la nécessité de nous concentrer encore plus sur le renforcement des capacités et des institutions, qui est l'une de nos priorités. C'est l'élément le plus important pour construire l'Afghanistan, et c'est l'élément le plus important de la stratégie de sortie internationale. Cela a bien fonctionné dans la constitution de l'armée afghane et cela commence à bien fonctionner dans la constitution de la police. Pourquoi en est-il ainsi? Il en est ainsi principalement parce qu'il existe des programmes nationaux. Envoyer du personnel ne suffit pas. Très souvent, je dois l'admettre, nous avons vu échouer une approche fondée sur l'offre, plutôt qu'une approche fondée sur les besoins. Je me suis souvent demandé quelles capacités ont été renforcées, les capacités de l'expert étranger ou celles des institutions afghanes.

Je suis fermement convaincu qu'il est nécessaire de déployer un effort considérable, je répète, considérable, de renforcement des capacités et des institutions. Cela doit être notre plus haute priorité. Cela signifie que, lorsque cela est possible, le renforcement des capacités doit faire partie intégrante de chaque projet de développement. Cela comprend une approche plus stratégique en matière d'éducation et la construction des institutions au niveau national et sous-national. Je veux parler des institutions chargées de la sécurité, des institutions judiciaires, des

ministères, des administrations provinciales et des administrations des districts.

Mais le succès dépendra des aspects suivants. Nous devons élaborer une vision nationale et des programmes nationaux : une approche fragmentée et parcellaire ne fonctionnera pas. Les programmes devraient disposer d'un personnel qualifié, de moyens techniques nécessaires et de ressources financières. Il faut s'assurer que l'Afghanistan a la maîtrise du processus. Et le renforcement des capacités devrait comprendre, lorsque cela est possible, aussi bien une formation qu'un tutorat. Le renforcement des capacités et des institutions n'est pas le type d'activités où l'on peut organiser des cérémonies d'inauguration ou des séances de photos. Mais c'est l'élément le plus essentiel pour permettre aux Afghans de gérer leurs propres affaires.

Je voudrais donner un exemple expliquant pourquoi j'insiste sur une approche plus stratégique à long terme. J'ai récemment eu une réunion avec le Ministre de l'éducation, le Ministre de l'enseignement supérieur et le Ministre du travail et des affaires sociales. Ils sont tous responsables de l'éducation sous tous ses aspects, notamment la formation professionnelle. Ils m'ont dit que, très bientôt, des millions de jeunes filles et jeunes gens termineront leurs études secondaires, des millions. C'est une bonne nouvelle. Mais la capacité de leur trouver une place dans l'enseignement supérieur est très limitée. Seulement 4 % d'entre eux pourront poursuivre leur formation professionnelle. Si ce problème n'est pas rapidement réglé, l'Afghanistan ne pourra pas mobiliser ses ressources intellectuelles et cela limitera considérablement les possibilités de croissance économique. Le secteur privé ne disposera pas des personnes qualifiées et éduquées dont il a besoin.

Le fait que les donateurs soient prêts à assurer l'éducation primaire est très encourageant. Un pays construit 200 écoles dans sa propre province, je dis « propre » car il a une Équipe de reconstruction de province. Mais la province voisine ne bénéficie en aucune façon de la même générosité. Et les ressources pour l'enseignement supérieur et la formation professionnelle dans ces mêmes provinces sont très limitées. Il est donc temps de procéder à un examen de la stratégie et des politiques. Je me félicite donc des examens qui sont en cours et je pense qu'ils pourront utilement donner une nouvelle énergie à notre effort commun à un moment crucial.

Cependant, je tiens à souligner que nous avons fixé des priorités, nous nous sommes mis d'accord sur ces dernières à Paris et ailleurs. Le problème principal est que nous ne sommes pas vraiment disposés à mettre en œuvre nos priorités, à mettre en œuvre ce sur quoi nous nous sommes mis d'accord ni à être suffisamment souples pour tenir compte des changements ni à avoir une perspective stratégique à l'échelon national dans notre travail.

J'ai abordé la question de notre mandat en matière de droits de l'homme lorsque j'ai parlé de pertes civiles et du processus électoral. Je voudrais citer deux autres domaines qui, je pense, sont importants et exigent toute notre attention : les droits des femmes au sein de la société afghane et la liberté d'expression.

J'ai trouvé inquiétants les récents actes de violence commis contre les femmes et les cas brutaux de viols. La Mission et moi-même nous élevons constamment contre de tels faits, contre la marginalisation des femmes dans la société afghane, contre le climat d'impunité qui prévaut et contre l'accès insuffisant aux tribunaux et à des installations sanitaires adéquates. L'Afghanistan est aujourd'hui le seul pays au monde où l'espérance de vie moyenne des femmes est beaucoup plus faible que celle des hommes.

Et nous prenons la parole pour encourager l'éducation des femmes et leur capacité de participer à la société afghane. C'est une question de droits de l'homme. Mais il s'agit également de tirer pleinement profit de l'ensemble de la population afghane pour construire le pays. L'Afghanistan ne peut pas se permettre de continuer de marginaliser 50 % de sa population. Il y a quelques femmes qui occupent de hautes fonctions aujourd'hui, mais elles sont rares. Il en faut beaucoup plus pour qu'elles puissent être un modèle pour les jeunes femmes et qu'elles utilisent leurs ressources dans l'intérêt de leur pays.

Nous avons constamment soulevé la question de la liberté d'expression, question qui est toujours importante, mais encore plus lorsqu'une campagne électorale est à l'horizon.

Lors de ma dernière allocution devant le Conseil de sécurité, j'étais fortement préoccupé par la situation humanitaire et les risques de famine dans de grandes parties du pays. Le danger n'est pas écarté. Mais, pour l'instant, l'hiver n'a pas créé la crise humanitaire que nous craignons tous. Les perspectives pour la

prochaine récolte sont meilleures que l'année dernière. À la mi-avril, nous serons mieux à même d'évaluer la situation et les perspectives qu'aujourd'hui.

Au cours des prochains mois, il y aura plusieurs conférences sur la dimension régionale de notre travail. Je me félicite vivement de cette approche plus large. J'espère que ces différentes conférences pourront être préparées de telle façon qu'elles puissent devenir un processus plutôt que d'être une série d'événements distincts.

L'amélioration des relations entre l'Afghanistan et le Pakistan est encourageante. Aucun d'entre nous ne sous-estime les défis et la nécessité d'appuyer cette nouvelle relation, comme le montre la nomination de tant d'envoyés spéciaux pour l'Afghanistan et le Pakistan.

Il existe un potentiel considérable de coopération régionale. Cela va d'énormes projets d'infrastructure qui rassemblent l'ensemble de la région à une coopération à petite échelle dans le domaine de l'agriculture. La réunion qui s'est tenue à Paris a permis de mobiliser l'attention et l'intérêt des donateurs. Comme suite à la réunion de Paris, des experts se sont réunis à Bruxelles, il y a deux jours, pour définir des projets prioritaires dans le but de préparer la conférence sur la coopération économique régionale à Islamabad. Je pense que nous passons d'une phase déclaratoire à une phase opérationnelle. Le nouveau réseau de distribution d'électricité de l'Ouzbékistan à Kaboul en passant par d'autres villes d'Afghanistan représente déjà un signe visible du caractère précieux de la coopération régionale.

Je suis convaincu que, s'agissant aussi bien de la coopération économique que du renforcement des capacités, tous les pays voisins peuvent et doivent jouer un rôle important. Par exemple, les experts agricoles des pays voisins connaissent l'Afghanistan, le climat, la langue et leurs honoraires sont en outre moins élevés que ceux des experts des pays occidentaux ou d'ailleurs. Ils représentent une importante ressource inexploitée qui doit être mobilisée.

J'ai toujours insisté sur le fait que les moyens militaires ne peuvent seuls mettre fin au conflit. Un processus politique sera toujours nécessaire. Cependant, nous ne devons pas croire qu'un tel processus de réconciliation peut être un raccourci vers la restauration de la paix ou remplacer d'autres efforts visant à construire l'Afghanistan. La réconciliation

n'est pas un produit de substitution, mais un élément final indispensable.

En outre, un processus de paix sera voué à l'échec si le Gouvernement et la communauté internationale n'ont pas confiance en eux-mêmes. Nous devons aborder la réconciliation de manière à générer force et conviction et non faiblesse et doute. Si nous n'avons pas confiance en nous-mêmes, les Afghans n'auront pas confiance en nous ni en leur propre avenir. Cela saperait n'importe quel processus de réconciliation.

J'arrive à la fin de mon discours. Dans quelques jours, nous nous réunirons avec de nombreuses autres personnes à La Haye. Il ne s'agira pas d'une conférence de donateurs. Il s'agira d'une manifestation politique d'appui et d'engagement. J'espère que la conférence insufflera une nouvelle énergie et une volonté partagée de ne pas examiner à nouveau toutes les priorités dont nous avons convenu, mais de montrer notre volonté des les mettre en œuvre et d'employer nos ressources de manière souple et coordonnée. Pour moi, la Conférence de La Haye est une mise à l'épreuve de la volonté politique. C'est l'occasion de mettre de côté le climat extrêmement pessimiste, de retrousser nos manches et d'appuyer la tendance positive que nous constatons aujourd'hui en Afghanistan.

Évitons l'impression que nous débattons de ce qu'il faut faire au sujet de l'Afghanistan. Nous devons aborder ce que nous pouvons faire avec les Afghans. S'ils estiment que quelque part un débat a lieu à leur sujet – et non avec eux – alors nous offenserons profondément leur sens de la dignité et de l'appropriation. Ce sens de l'appropriation est crucial au regard de la force du Gouvernement aux yeux de l'opinion publique, de sa confiance en lui et, finalement, de notre succès à vaincre l'insurrection.

Le Président (*parle en arabe*): Je remercie M. Eide pour son exposé et pour son rapport très complet.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil.

M. Rugunda (Ouganda) (*parle en anglais*): Je souhaite remercier M. Eide, Représentant spécial du Secrétaire général et chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) pour son exposé très complet, pragmatique et convaincant sur la situation en Afghanistan.

Je rappelle que lors de son dernier exposé au Conseil, le Représentant spécial du Secrétaire général a décrit les principaux critères qu'il espérait que la MANUA pourrait remplir dans les six mois. Il s'agissait, entre autres, de critères spécifiques pour mesurer l'efficacité de l'aide, renforcer les mécanismes du Gouvernement pour lutter contre la corruption, déterminer le type de force de police nécessaire, concevoir un programme de réforme agricole et améliorer les rapports entre le Pakistan et l'Afghanistan.

Nous voudrions féliciter la MANUA pour le rôle important qu'elle a joué pour favoriser la paix et la stabilité en Afghanistan. La MANUA a été le fer de lance des efforts de la communauté internationale, en collaboration avec le Gouvernement afghan, pour reconstruire le pays et pour renforcer les bases de la paix et de la démocratie constitutionnelle. Nous savons que la tâche de la MANUA n'est pas facile, mais nous devons féliciter le Représentant spécial et son personnel d'avoir continué l'exécution du mandat de la MANUA.

Nous avons noté dans le rapport dont nous sommes saisis (S/2009/135) les graves difficultés existant en Afghanistan, mais des progrès ont également été accomplis. Nous félicitons le Gouvernement et le peuple afghans ainsi que la communauté internationale pour leurs efforts inlassables.

Nous nous félicitons des prochaines élections qui ont façonné et ont dominé le paysage politique du pays. Nous notons la décision de la Commission électorale indépendante de reporter les élections présidentielles au 20 août 2009, et nous notons que ceci peut continuer à susciter des réactions mitigées. L'Ouganda encourage un processus électoral sans heurts et transparent, qui, à notre avis, représente la pierre angulaire d'une stabilité à long terme. Alors que le pays se prépare aux élections présidentielles et parlementaires d'août prochain, il ne faut ménager aucun effort pour veiller à ce que le calme et la stabilité règnent en Afghanistan. La réconciliation entre les Afghans, quel que soit leur courant d'opinion, doit être considérée comme un élément important d'un processus politique sans exclusive à mettre en place après les élections.

Nous sommes préoccupés par la grave situation en matière de sécurité qui prévaut en Afghanistan aujourd'hui. La situation en matière de sécurité a

continué à se détériorer, et la population civile en est la première victime. La sécurité demeure la clef du progrès dans tous les domaines en Afghanistan. Nous nous félicitons de l'approche intégrée qui est mise en place par la communauté internationale et le Gouvernement afghan pour permettre une utilisation plus cohérente et plus efficace des ressources civiles et militaires. De plus amples efforts sont nécessaires pour protéger la population civile contre les attaques.

Nous estimons également que, au niveau régional, le Gouvernement afghan, avec l'appui de la communauté internationale, doit trouver un moyen de faire participer les acteurs régionaux à une stratégie sécuritaire régionale globale. C'est pourquoi nous estimons que la déclaration conjointe sur la coopération bilatérale, signée en janvier 2009 avec le Pakistan, représente un important pas en avant, et nous nous en félicitons.

Il est nécessaire que l'état de droit soit suffisamment institutionnalisé pour instaurer une paix et une stabilité à long terme en Afghanistan. Nous exhortons le Gouvernement à aborder de manière efficace ces questions qui non seulement portent atteinte à la légitimité des institutions policières et judiciaires afghanes, mais érodent aussi la confiance du peuple dans le Gouvernement et les institutions publiques. Le Gouvernement exigera un appui accru de la communauté internationale en matière de renforcement des institutions au lieu de préconiser des solutions miracles. Nous nous félicitons du rapport qui indique que la campagne d'élimination des stupéfiants, menée par le Gouvernement avec l'appui de la communauté internationale, a enregistré des résultats positifs. Toutefois, en raison de la pauvreté généralisée qui persiste, toute solution à long terme doit notamment offrir d'autres sources de revenu à ceux qui, plongés dans la misère, se livrent au trafic de stupéfiants.

L'exposé a montré que l'Afghanistan se heurte toujours à des difficultés sociales et économiques qui imposent une démarche intégrée. La paix et la stabilité durables en Afghanistan seront instaurées plus rapidement une fois que des résultats tangibles auront été enregistrés dans les domaines de la gouvernance, de l'état de droit, du respect des droits de l'homme, et du relèvement et développement économiques. Il est donc important que les ressources disponibles soient utilisées de manière coordonnée et globale pour mettre les Afghans en mesure d'assumer la responsabilité de leur avenir.

L'Ouganda exhorte la communauté internationale à déployer des efforts concertés en vue du financement et de la mise en œuvre des stratégies de développement convenues en apportant un appui de manière coordonnée et, de plus en plus, par le conduit du budget national. Nous demandons au Gouvernement afghan de jouer son rôle et de réaliser des progrès dans le renforcement des institutions et l'établissement de mécanismes de responsabilisation pour inspirer à la communauté internationale la confiance qui lui permettra d'appuyer davantage les efforts en cours.

Si nous voulons que nos efforts conjoints en Afghanistan aboutissent, il est impératif de doter la MANUA des ressources qui lui permettront de s'acquitter de son mandat. Nous demandons donc instamment à la communauté internationale, et aux États Membres de l'ONU en particulier, d'appuyer la MANUA dans ses efforts de reconstruction de l'Afghanistan. À cet égard, nous appuyons pleinement le renouvellement du mandat de la MANUA.

M. Churkin (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions M. Kai Eide du travail qu'il a réalisé et de son analyse honnête et exhaustive de la situation en Afghanistan, ainsi que de l'exposé qu'il a présenté du rapport périodique du Secrétaire général.

Nous sommes vivement préoccupés de ce que, malgré les efforts déployés par les autorités afghanes et la présence militaire internationale, la situation en matière de sécurité continue de se dégrader dans le pays. On observe une augmentation constante des activités terroristes des Taliban, d'Al-Qaïda et d'autres extrémistes, qui sapent les fondements des structures de l'État afghan et entravent le processus de stabilisation et de reconstruction. Nous sommes particulièrement préoccupés de voir que les terroristes contrôlent pratiquement tout un ensemble de régions afghanes, sur le territoire desquelles elles établissent des autorités parallèles. Aujourd'hui, comme jamais auparavant, il importe que les structures de pouvoir afghanes et la présence militaire internationale mettent conjointement fin à cette situation négative en matière de sécurité.

La Russie appuie les activités de la Force internationale d'assistance à la sécurité, menées sur la base du mandat qui lui a été confié par le Conseil de sécurité. Nous contribuons concrètement à ces efforts grâce à la mise en œuvre d'accords avec l'OTAN concernant le passage sur le territoire russe d'articles non militaires destinés aux contingents militaires

internationaux en Afghanistan. Les premiers ont été livrés ces derniers jours à Kaboul, en empruntant l'itinéraire nord.

Dans le cadre de la lutte armée contre les Taliban, nous sommes vivement préoccupés par le nombre croissant de morts parmi la population pacifique, qui résultent des opérations menées par la présence militaire internationale. Nous considérons les accords entre l'OTAN et le Ministère de la défense afghan concernant la coordination des activités de lutte contre le terrorisme comme un pas en avant important vers la prévention de nouvelles frappes aveugles.

Nous souscrivons à l'évaluation figurant dans le rapport du Secrétaire général, selon laquelle cette année sera décisive pour l'Afghanistan en raison des élections présidentielles et provinciales prévues au mois d'août. Le prochain scrutin revêt une importance particulière pour que les changements démocratiques et le développement des institutions gouvernementales s'inscrivent dans la durée. Nous espérons que, comme les années précédentes, la Mission des Nations Unies appuiera pleinement le processus électoral.

Le bon déroulement des élections offrira sans doute de nouvelles perspectives aux fins de la promotion de la réconciliation nationale en Afghanistan. Nous demeurons convaincus que ce processus doit être mis en œuvre dans le strict respect de la résolution 1267 (1999) du Conseil de sécurité concernant le régime de sanctions contre les Taliban, en tenant notamment compte de la dynamique caractérisant la situation politico-militaire dans le pays. Toute tentative de frayer avec des terroristes impliqués dans des crimes de guerre et de les placer progressivement à des postes de pouvoir comporte le risque d'accroître la déstabilisation.

Malgré les récents succès enregistrés dans la lutte contre la menace posée par les stupéfiants afghans, il convient d'accroître les efforts conjoints de lutte contre les stupéfiants. Cette tâche est d'autant plus urgente que le trafic des stupéfiants demeure l'une des principales sources de financement pour les terroristes.

Notre pays appuie activement la lutte contre les stupéfiants afghans conduite à plusieurs niveaux. En début de semaine, au cours de la visite à Kaboul du Ministre russe des affaires étrangères, Sergey Lavrov, nous avons signé un accord de coopération intergouvernemental russo-afghan dans le cadre de la lutte contre le trafic de substances narcotiques. Nous sommes convaincus que la mise en œuvre de cet accord

nous permettra d'intensifier les efforts déployés conjointement par la Russie et l'Afghanistan dans la lutte contre la criminalité liée aux stupéfiants.

Nous estimons qu'il faut tirer pleinement parti des organisations régionales dans la lutte contre le terrorisme, le trafic des stupéfiants et la criminalité organisée, car elles ont montré leur efficacité dans l'action sur le terrain. Ce sont notamment l'Organisation du Traité de sécurité collective et l'Organisation de Shanghai pour la coopération. Resserrer la sécurité dans le domaine de la lutte contre les stupéfiants et le terrorisme autour de l'État afghan nous permettra non seulement de réduire considérablement le financement des extrémistes, mais également de parvenir à stabiliser rapidement l'Afghanistan et la région dans son ensemble.

Nous espérons qu'un élan politique important permettant de s'acquitter des tâches mentionnées ci-dessus sera insufflé par la convocation à Moscou, le 27 mars, d'une conférence extraordinaire sur l'Afghanistan sous l'égide de l'Organisation de la coopération de Shanghai. Nous remercions le Secrétaire général de l'ONU de sa volonté d'y participer.

Nous appuyons la proposition du Secrétaire général tendant à prolonger le mandat de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan de douze mois supplémentaires. Il faut que l'ONU continue de jouer un rôle central dans la coordination des efforts internationaux visant à un règlement après le conflit et dans le relèvement socioéconomique de l'Afghanistan.

La Russie souhaite transformer l'Afghanistan en État démocratique, stable et prospère. Nous avons promu cet objectif grâce à des actions concrètes. Avec l'aide de notre pays, plus de 140 installations ont été construites dans les secteurs de l'industrie, de l'infrastructure, des transports et des communications. On entreprend à l'heure actuelle des projets conjoints dans d'autres domaines, y compris la formation de cadres professionnels. La Russie fournit au peuple afghan une assistance humanitaire, et continuera de le faire.

M. Takasu (Japon) (*parle en anglais*): Je remercie tout d'abord le Représentant spécial Kai Eide pour l'exposé très intéressant qu'il a présenté ce matin. Il y a un an, le Conseil a débattu dans cette salle de la nécessité d'imprimer une direction vigoureuse à la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan

et s'est félicité de la nomination de M. Eide. Le Conseil a ensuite recensé les priorités de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et lui a confié un rôle accru dans la coordination des efforts de la communauté internationale dans le pays. Nous apprécions au plus haut point les efforts de M. Eide et du personnel dévoué de la MANUA, et tenons à les assurer de notre ferme appui.

Lorsque nous examinons la situation en Afghanistan, nous avons tendance à voir un verre à moitié vide. Nous devrions reconnaître toutefois qu'en dépit de problèmes énormes, des progrès ont été réalisés. Pour ne citer que quelques mesures positives durant la période considérée, nous avons constaté des améliorations au niveau de la coordination entre civils et militaires, une baisse continue de la production de pavot, et un nouvel élan dans la réforme de la police et du Ministère de l'intérieur. M. Eide a fait état de nombreux autres faits nouveaux positifs.

Reconnaître qu'il y a eu des progrès ne signifie nullement que nous pouvons nous permettre de ralentir le pas; au contraire, nous devons redoubler d'efforts afin de nous concentrer sur les problèmes graves. Nous devons notamment améliorer les conditions de sécurité et renforcer les capacités nationales en matière de sécurité. Face à ces défis, la communauté internationale et le Gouvernement afghan doivent œuvrer en étroite coopération, en mettant l'accent sur le contrôle exercé par le Gouvernement et le peuple afghans.

Au cours des derniers mois, de nombreux gouvernements ont examiné diverses stratégies afin de déterminer la meilleure façon dont nous pourrions aider l'Afghanistan. Plusieurs d'entre eux, dont le Gouvernement japonais, ont nommé des représentants spéciaux pour l'assistance à l'Afghanistan et au Pakistan, qui ont pour tâche de coordonner les efforts et d'examiner la voie à suivre avec d'autres partenaires dans la perspective d'une approche régionale, et d'aborder la question de l'Afghanistan et des pays voisins dans son ensemble et dans un contexte global. Ce sont là des mesures bienvenues, car elles reflètent l'engagement sans cesse croissant de la communauté internationale en faveur de la stabilité en Afghanistan.

Dans ce contexte, nous nous réjouissons de la tenue de la prochaine conférence internationale sur l'Afghanistan le 31 mars, qui sera organisée par l'ONU, ouverte par le Secrétaire général et présidée

par le Représentant spécial, de concert avec les Gouvernements afghan et néerlandais. Nous espérons que cette conférence sera l'occasion pour les pays concernés de partager leurs stratégies et de convenir de la voie à suivre pour une action commune. Je suis certain qu'à cette conférence, le rôle essentiel du Représentant spécial du Secrétaire général s'agissant de coordonner les efforts des acteurs internationaux sur le terrain sera souligné en vue de formuler une stratégie commune.

L'événement politique le plus important de l'année est l'élection présidentielle. Il est indispensable que les prochaines élections se passent bien afin de consolider la paix et la démocratie en Afghanistan. Nous nous réjouissons du bon déroulement du processus d'inscription, et nous rendons hommage aux efforts et aux décisions des autorités et du peuple de ce pays. Nous devons veiller à ce que l'ensemble du processus électoral soit régulier, calme et crédible, qu'il bénéficie de la plus grande participation populaire possible et qu'il soit suivi par des observateurs internationaux. Nous respectons le choix prudent du peuple afghan et avons la certitude que le Représentant spécial se mettra à sa disposition pour lui fournir les conseils et l'appui nécessaires.

Dans l'examen de la stratégie, il ne faut pas oublier l'importance de la dimension régionale. La stabilité et la prospérité de l'Afghanistan dépendent de la stabilité de ses voisins, à savoir le Pakistan et les pays d'Asie centrale. Le Japon se réjouit d'accueillir une réunion du groupe des Amis d'un Pakistan démocratique, ainsi que la conférence des donateurs à Tokyo à la mi-avril. La communauté internationale ne doit épargner aucun effort pour aider toute cette région, sur le plan tant politique que financier.

Alors que nous abordons une phase critique pour l'avenir de l'Afghanistan, le Japon est déterminé à continuer à appuyer fermement les efforts de ce pays. Pour honorer la promesse d'une contribution de 2 milliards de dollars que nous avons faite à Paris et pour répondre aux besoins urgents de l'Afghanistan, nous décaisserons 300 millions de dollars d'ici à la fin du mois, notamment en appui à l'élection présidentielle et sous forme d'une assistance équivalant à six mois de salaire pour 80 000 policiers afghans afin de répondre au besoin urgent d'une réforme de la police.

Comme le Représentant spécial, j'estime que la stabilité ne saurait prendre pied si elle n'est pas s'accompagnée par le développement économique et le

renforcement des capacités. À cette fin, le Japon a aidé à l'édification d'infrastructures, dont plus de 650 kilomètres de routes et le terminal de l'aéroport international de Kaboul récemment ouvert. Le Japon donne priorité à l'agriculture et au développement rural. Nous avons aussi donné priorité à l'éducation, comme l'a fait remarquer le Représentant spécial, grâce à notre appui, 500 écoles ont été construites ou remises en état et 10 000 enseignants ont été formés. Je peux assurer le Conseil que notre aide ne se limite pas à certains secteurs. Nous avons l'intention d'élargir notre assistance dans ces domaines.

Avant de terminer, je tiens à réaffirmer le rôle important de l'ONU en Afghanistan. La communauté internationale s'intéressant de près à ce pays, les attentes placées en l'ONU sont plus importantes qu'elles ne l'ont jamais été. Il y a quelques mois, les États Membres ont augmenté les ressources de la MANUA afin qu'elle puisse mieux s'acquitter de son rôle élargi. Nous attendons avec intérêt des progrès tangibles dans le pays, grâce à la coordination de la Mission des Nations Unies et à la direction énergique du Représentant spécial.

Le Japon, pays qui joue un rôle de premier plan au Conseil pour ce qui concerne l'Afghanistan, a le plaisir de présenter un projet de résolution prorogeant de 12 mois le mandat de la MANUA. Nous espérons sincèrement que le Conseil réaffirmera son appui inébranlable à la Mission des Nations Unies en adoptant ce projet de résolution à l'unanimité dans quelques jours.

M. Mayr-Harting (Autriche) (*parle en anglais*) : Je tiens, moi aussi, à remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Kai Eide, pour l'exposé qu'il a fait au Conseil aujourd'hui. Nous apprécions vivement son engagement personnel, qu'il a encore manifesté aujourd'hui, et la direction qu'il assure à la tête de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA). Je voudrais également souhaiter la bienvenue à cette table au Représentant permanent de l'Afghanistan, l'Ambassadeur Tanin.

Nous nous associons à la déclaration que fera plus tard au cours de ce débat le Représentant permanent de la République tchèque au nom de l'Union européenne. Je tiens à dire aussi que nous appuyons la recommandation tendant à proroger de 12 mois le mandat de la MANUA afin qu'elle puisse s'acquitter pleinement de tous les aspects de son mandat.

Pour l'Afghanistan, les élections prévues pour le mois d'août sont une étape très importante – essentielle, en fait – du processus démocratique d'édification de l'État. Pour la première fois, les autorités afghanes ont la responsabilité principale d'organiser les élections. Nous nous félicitons du bon déroulement du processus d'inscription sur les listes électorales, qui sera d'une importance critique pour garantir des élections régulières, transparentes et crédibles. Et à cet égard, l'assistance de la MANUA jouera un rôle très important.

Les efforts actuels de réforme dans le domaine de la gouvernance sont également très pertinents, et nous remercions le Représentant spécial d'avoir appelé l'attention aujourd'hui sur certains de ces faits nouveaux très positifs. La réforme du Ministère de l'intérieur et de la Police nationale afghane pourrait avoir un effet positif sur un certain nombre de problèmes graves relatifs à la sécurité sur le terrain, notamment l'instauration d'un climat de sécurité positif pour les élections, le respect de l'état de droit et la lutte contre la corruption et les stupéfiants. L'Autriche examine actuellement la possibilité de participer aux activités de l'ONU en matière de déminage et de coopération avec la police.

La diminution de la culture du pavot est un autre fait nouveau important mentionné dans le rapport du Secrétaire général (S/2009/435) et par le Représentant spécial. Nous tenons à saluer les autorités afghanes et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) pour cette réalisation, qu'il faut continuer à consolider. Nous nous réjouissons également de l'intensification des activités de la Force internationale d'assistance à la sécurité dans la lutte contre le traitement et le trafic illicites des stupéfiants. La production d'opium en Afghanistan reste un problème, et il est clair que cela est en rapport avec les conditions de sécurité et le phénomène de la corruption. Il est particulièrement important de garantir la durabilité d'autres moyens possibles de subsistance. Par ailleurs, il faut aborder la dimension régionale de la production et du commerce des stupéfiants, ce que fait notamment l'ONUDC dans le cadre de sa « Stratégie arc-en-ciel », programme appuyé par mon gouvernement.

La coopération régionale est essentielle pour la stabilisation de l'Afghanistan. Il faut inclure tous les voisins de l'Afghanistan dans ce processus. Nous nous félicitons de la nouvelle tendance positive qui marque la coopération politique et économique, en particulier la reprise des relations entre l'Afghanistan et le

Pakistan, et nous encourageons la MANUA à continuer à appuyer la coopération régionale, conformément à son mandat.

Nous partageons les préoccupations exprimées au sujet de la détérioration des conditions de sécurité en Afghanistan et de l'intensification du conflit, dans certains secteurs au moins. L'impact du conflit sur les civils est particulièrement alarmant. Les éléments antigouvernementaux font peser une menace très lourde sur la population civile du pays. La situation des civils est aggravée par les attaques contre les travailleurs des organisations non gouvernementales et les travailleurs humanitaires. Nous sommes également extrêmement préoccupés par les récentes attaques perpétrées contre des écoles. Empêcher les attaques contre les écoles, et notamment faire en sorte que les petites filles ne soient plus prises pour cible, doit être une priorité absolue. Le fait que les Talibans continuent de recruter des enfants et de les utiliser comme kamikazes constitue également une source de grave préoccupation et doit cesser.

Nous nous félicitons des efforts sérieux entrepris par les forces progouvernementales au cours des derniers mois pour réduire les effets de leurs opérations sur les civils, et de la coopération renforcée avec le Gouvernement afghan à cet égard. Nous espérons que ces efforts permettront effectivement de réduire le nombre des victimes civiles. Il serait particulièrement utile de déployer de nouveaux efforts pour minimiser les pertes en vies civiles.

Nous apprécions à sa juste valeur le travail effectué par le Groupe des droits de l'homme de la MANUA et nous estimons que le mandat de la Mission consistant à surveiller la situation des civils, à coordonner les efforts pour garantir leur protection et à contribuer au plein respect des droits de l'homme est un aspect important du travail de la MANUA. Il est tout aussi important de renforcer les institutions nationales, notamment judiciaires, et d'apporter un appui total aux activités de la Commission indépendante des droits de l'homme en Afghanistan. Une attention spéciale doit être accordée à la question des droits de l'homme dans l'administration de la justice, y compris l'amélioration des conditions de détention.

Ces derniers mois, comme cela a été mentionné aujourd'hui, la violence contre les femmes s'est accrue, notamment contre les femmes travaillant pour la police, les conseils provinciaux et les autorités locales.

Cette tendance est véritablement préoccupante en raison des élections à venir. Nous sommes convaincus que les droits de la femme doivent être une priorité en Afghanistan, et par conséquent également du mandat de protection de la MANUA.

Pour terminer, je voudrais assurer le Conseil de l'appui total de l'Autriche aux engagements pris à Paris en juin 2008. Nous devons travailler ensemble pour permettre à la MANUA de s'acquitter de sa tâche cruciale qu'est la coordination efficace des activités civiles menées par la communauté internationale en Afghanistan. Je dois dire que ce que le Représentant spécial a dit sur ce sujet aujourd'hui est particulièrement frappant, et il est évident que la coordination est particulièrement importante. À l'heure où la situation financière générale rend les contributions internationales encore plus difficiles, la coordination devient on ne peut plus importante.

Nous devons également améliorer la prise en main par les Afghans en renforçant les capacités et en complétant les efforts déployés par le peuple afghan lui-même, car une chose est absolument claire : quoi que la communauté internationale entreprenne, elle doit le faire pour l'Afghanistan et en coopération très étroite avec le peuple afghan.

M. İlkin (Turquie) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier le Représentant spécial Kai Eide de son exposé à la fois captivant et exhaustif. Je souhaite également la bienvenue à notre collègue l'Ambassadeur Tanin, Représentant permanent de l'Afghanistan.

Nous apprécions vivement le rôle phare que joue l'ONU pour coordonner les efforts d'assistance que la communauté internationale déploie en Afghanistan. Nous exprimons notre plein appui à toutes les initiatives que la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) prend en ce sens.

L'Afghanistan traverse encore aujourd'hui une période critique, qui est à la fois source de défis et d'occasions à saisir, lesquels sont définis de manière claire dans le rapport du Secrétaire général (S/2009/135). Nous partageons pleinement les observations et les recommandations du Secrétaire général.

De fait, il n'y a guère de divergence au sein de la communauté internationale quant à ce qui doit être fait en Afghanistan pour atteindre nos objectifs communs. Cependant nous ne sommes pas encore parvenus au but

que nous nous sommes fixé. C'est pourquoi il faut des efforts résolus et concertés aux niveaux local, régional et international. Étant donné la période décisive qui nous attend et du large consensus qui existe quant à la voie à suivre, il est grand temps de saisir l'occasion qui se présente et de répondre aux attentes de l'Afghanistan.

Ce faisant, nous devons toujours avoir à l'esprit le fait que toute nouvelle détérioration de la situation dans ce pays aura d'importantes répercussions négatives au-delà de l'Afghanistan. Nous ne devons donc pas être découragés par les revers ponctuels et nous devons constamment avoir une image claire de ce que nous pouvons et de ce que nous devons réaliser ensemble. Nous devons nous y atteler d'une manière qui renforce les espoirs et les attentes du peuple afghan. Après tout, nous ne devons pas oublier que tant que nous n'aurons pas obtenu la sympathie et l'adhésion des Afghans, la paix et la stabilisation demeureront des objectifs lointains.

À cet égard, il faut incontestablement mettre en place une approche globale, portant à la fois sur la sécurité, sur la gouvernance, sur l'état de droit, sur les droits de l'homme et sur le développement socioéconomique. Tous ces aspects sont interdépendants, et il faut donc accorder la même attention spéciale aux quatre domaines prioritaires suivants : un développement économique général avec un impact visible sur les conditions de vie de la population; une armée et une police afghanes fortes pour prendre les choses en main et assurer la maîtrise nationale de la sécurité du pays; une réconciliation nationale sans exclusive qui contribuera à consolider la paix et la stabilité dans le pays; un système d'éducation et un système de justice modernes pour lutter efficacement contre les extrémismes de toutes sortes.

Par ailleurs, dans l'immédiat, les élections présidentielles qui doivent se tenir en août seront également déterminantes. Ces élections devraient favoriser le processus démocratique dans le pays et non créer de nouveaux clivages. Pour ce faire, elles doivent être bien préparées et se dérouler de manière libre et équitable. Inutile de dire que l'ONU a un rôle important à jouer à cet égard, et nous appuyons les efforts que la MANUA déploie à cette fin.

De même, la coopération régionale est, elle aussi, indispensable à la réalisation de nos objectifs en Afghanistan. Compte tenu de l'évolution prometteuse enregistrée récemment dans ce domaine, en particulier

pour ce qui est des relations entre l'Afghanistan et le Pakistan, la communauté internationale doit encourager et aider la coopération régionale ainsi que les efforts collectifs déployés par ces pays.

Ayant des liens particuliers avec la région, la Turquie contribue et continuera de contribuer à l'amélioration de la situation en Afghanistan de toutes les manières possibles. Outre notre appui continu à la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) et l'aide importante à la reconstruction que nous fournissons par l'intermédiaire de notre Équipe de reconstruction de province à Wardak, un vaste programme d'assistance multiforme est en cours d'exécution. Dans ce contexte, en 2008, nous avons doublé notre promesse d'aide au développement en faveur de l'Afghanistan, la portant à 200 millions de dollars. Ainsi, nous allons axer notre action sur des projets plus visibles ayant un impact direct, comme la création d'une nouvelle université, la construction d'un hôpital universitaire et de recherche moderne, et le goudronnage des routes de Kaboul.

Nous avons décidé de fournir 1,5 million d'euros au fonds d'affectation spéciale pour l'Armée nationale afghane. Les programmes de formation déjà en place, tant en Turquie qu'à Wardak, en faveur de la Police nationale afghane vont se poursuivre. Nous allons également verser une contribution totale de 5 millions de dollars pour les élections en Afghanistan.

En outre, dans le cadre de nos efforts pour améliorer la coopération régionale, le processus trilatéral Turquie-Pakistan-Afghanistan vise à aider ces pays à nouer des relations plus étroites et à mettre en place une coopération mutuellement avantageuse. En avril 2007, la Turquie a accueilli le premier sommet trilatéral, qui a vu la participation des Présidents de l'Afghanistan et du Pakistan et s'est conclu par la Déclaration d'Ankara. Un groupe de travail conjoint a été créé au sommet d'Ankara avec pour tâche d'élaborer divers projets de coopération. Le deuxième sommet trilatéral s'est tenu à Istanbul le 5 décembre 2008. Ce processus a déjà enregistré d'importants progrès et nous sommes déterminés à le poursuivre. Dans ce cadre, nous comptons accueillir un troisième sommet trilatéral.

Pour terminer, je voudrais de nouveau souligner qu'un échec en Afghanistan est impensable. Il nous faut réussir, et nous sommes persuadés que nous y parviendrons. De fait, la détermination et le dévouement qui règnent autour de cette table et au sein

de la communauté internationale dans son ensemble nous donnent toutes les raisons d'être optimistes. Nous pensons également que les réunions de haut niveau qui auront lieu à Moscou et à La Haye dans le courant de ce mois seront pour nous une excellente occasion d'apporter à nouveau la preuve de notre volonté et de notre engagement collectifs.

La Turquie est tout à fait prête et résolue à s'associer à cet effort et à jouer le rôle qui lui revient. En d'autres termes, nous allons continuer d'aider nos frères Afghans dans la lutte qu'ils mènent pour que leur pays aille de l'avant. Après tant de décennies de conflit, ils méritent de vivre dans la démocratie, la paix, la prospérité et la stabilité. Nous avons pleinement confiance dans la détermination, la résilience et la sagesse du peuple afghan dans ses efforts pour atteindre cet objectif.

M. Kafando (Burkina Faso) : D'emblée je voudrais, à l'instar des orateurs qui m'ont précédé, remercier M. Kai Eide, Représentant spécial du Secrétaire général et chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), pour son exposé. J'aimerais aussi saluer la présence à cette séance de notre collègue le Représentant permanent de l'Afghanistan.

Le constat est clair : la situation en Afghanistan demeure très préoccupante, tant au plan sécuritaire et politique que dans le domaine économique. Malgré une mobilisation sans précédent de la communauté internationale en appui aux efforts du Gouvernement afghan, la paix et la stabilité ne sont toujours pas au rendez-vous. Le Conseil de sécurité a pu en prendre la pleine mesure lors de l'importante mission qu'il y a effectuée en novembre 2008. La témérité et la hardiesse des insurgés et la recrudescence des attentats-suicides sont autant de défis à relever, en particulier au moment où le pays s'apprête à vivre l'épreuve des élections présidentielle et provinciales. Comme le relève le présent rapport du Secrétaire général (S/2009/135), le nombre d'incidents est passé de 42 % en décembre 2008 à 75 % en janvier 2009, ce qui est un mauvais indicateur, pour ne pas dire le contre-pied, des efforts menés par la communauté internationale pour ramener la paix et la stabilité en Afghanistan.

Comment, en effet, organiser des consultations fiables, à l'abri de toute contestation, lorsque l'insécurité et la peur risquent d'exclure du processus, faute d'avoir été recensée, une importante partie de la population? La classe politique afghane devrait, par

conséquent et au plus vite, s'atteler à organiser et surtout à réussir la réconciliation nationale, notamment à travers un renforcement du dialogue politique. Pour sa part, le Gouvernement afghan s'est déjà engagé dans cette dynamique en instaurant le dialogue avec ceux des insurgés modérés qui sont disposés à respecter la Constitution afghane, à renoncer à la violence et à accepter les règles de la démocratie.

Nous saluons hautement ces efforts méritoires. Nous devons toujours encourager le Gouvernement dans sa lutte contre la corruption, véritable cancer au cœur du système de la gouvernance politique et économique, et qui, tant qu'elle n'aura pas été éradiquée, hypothéquera tout effort de sortie de crise. Nous devons aussi féliciter le Gouvernement pour sa décision d'organiser le 20 août prochain des élections, bien qu'une telle décision n'ait pas été facile à prendre compte tenu des multiples enjeux.

À cet égard, nous nous réjouissons de l'assistance technique de l'ONU, de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), ainsi que du renforcement de l'effectif des contingents internationaux visant à augmenter les capacités des forces afghanes pour sécuriser le processus électoral et pour permettre d'entamer dans la confiance un dialogue avec les opposants.

La situation économique de l'Afghanistan mérite tout autant une attention particulière. Nous encourageons le maintien d'une approche cohérente dans l'application de la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan. Même encore modestes, les progrès enregistrés dans la réduction de la culture du pavot, un élément clef de la Stratégie nationale de développement, ainsi que les perspectives dans le secteur de l'agriculture sont encourageants. Dès lors, nous exhortons les donateurs, ainsi que les partenaires internationaux, à mobiliser davantage de fonds pour aider à relever les défis dans les secteurs prioritaires comme l'agriculture, l'énergie et l'infrastructure. Toutefois, des mesures appropriées doivent être nécessairement prises pour veiller à ce que la finalité de cette assistance profite au développement et au bien être des populations afghanes.

La situation humanitaire demeure toujours aussi un sujet de préoccupations en Afghanistan. Nous saluons les mesures déjà prises pour y répondre, notamment par l'établissement d'un nouveau Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU, appuyé d'un plan d'action humanitaire qui sera bientôt

opérationnel, de même que nous exhortons, une fois de plus, la communauté internationale à se mobiliser davantage pour aider le peuple afghan à surmonter la crise alimentaire et à soulager sa souffrance.

L'autre préoccupation majeure demeure la persistance des violations des droits de l'homme, en particulier les exécutions extrajudiciaires, les violences sexuelles, les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes et des filles, dont le statut reste encore précaire. Nous en appelons à une application plus rigoureuse du Plan d'action pour la paix, la réconciliation et la justice.

Enfin, il convient de relever le formidable atout que représentent la coopération internationale et la coopération régionale en Afghanistan. En témoignent l'accord de fourniture d'électricité avec l'Ouzbékistan et la tenue en avril prochain, à Islamabad, d'une Conférence sur la coopération économique régionale qui examinera les différents projets prioritaires de l'Afghanistan. En termes de coopération politique, nous apprécions la nouvelle vision adoptée avec le Pakistan pour combattre l'extrémisme et le terrorisme, et la nécessité d'établir un dialogue avec les groupes d'opposition.

S'agissant de la MANUA, nous réaffirmons le rôle crucial qui doit être le sien pour le retour à la paix et à la stabilité en Afghanistan. En raison de cela et pour lui permettre de mener à bonne fin sa mission déjà fort appréciable, nous sommes favorables à la prorogation de son mandat, tel que recommandé par le Secrétaire général.

Pour terminer, nous réitérons notre conviction du rôle primordial que doivent jouer les Nations Unies pour le retour de la paix en Afghanistan, pour son relèvement économique et pour sa reconstruction nationale.

M. Bui The Giang (Viet Nam) (*parle en anglais*) : Je m'associe aux autres membres du Conseil pour remercier le Secrétaire général de son rapport (S/2009/135) et le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Kai Eide, de son important exposé sur l'évolution de la situation en Afghanistan. Je souhaite également la bienvenue au Conseil à l'Ambassadeur Tanin.

Plus de sept ans après le renversement du régime taliban, un nouvel Afghanistan a vu le jour. Grâce à la convergence d'efforts généreux et déterminés de la part de la communauté internationale et à la persévérance

du peuple afghan, des progrès ont pu être réalisés dans un certain nombre de domaines, ce qui augure de résultats positifs dans la coordination des activités dans le domaine de la sécurité, le renforcement du contrôle de la culture du pavot, l'augmentation de la production agricole, la mise en œuvre du Programme de lutte antimines et la coopération avec le monde extérieur, en premier lieu avec les pays voisins.

Cependant, nous sommes toujours vivement préoccupés par la détérioration continue de la paix et de la sécurité, ainsi que par les conditions de vie difficiles de la population afghane, comme cela a été de toute évidence illustré par le fait que l'année 2008 a été l'année la plus violente depuis 2001, avec plus de pertes et de souffrances infligées au peuple afghan, en particulier aux femmes et aux enfants. Cela s'ajoute aux nombreux autres défis décrits par le Secrétaire général dans son rapport.

Nous pensons donc qu'il ne saurait y avoir une solution purement militaire à ces défis. Au contraire, une approche intégrée et une vision globale sont nécessaires et doivent comprendre différents facteurs clefs. À cet égard, nous sommes d'accord avec plusieurs points soulevés par le Secrétaire général dans son rapport et par le Représentant spécial du Secrétaire général dans son exposé, et nous tenons à souligner que, au plan socioéconomique, il est essentiel de s'assurer de la mise en œuvre effective, sous le contrôle du peuple afghan, du Pacte pour l'Afghanistan, de la Stratégie nationale de lutte contre la drogue et, surtout, de la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan qui identifie l'agriculture, l'énergie et l'infrastructure comme secteurs prioritaires. En outre, l'amélioration de l'assistance sociale, y compris les services de santé et d'éducation, doit demeurer l'une des principales priorités du Gouvernement afghan. Dans cette dynamique, il importe de fournir aux autorités et au peuple afghans l'assistance nécessaire pour renforcer leurs capacités et permettre leur participation dynamique aussi bien au processus de décision qu'à la mise en œuvre des projets et des programmes, contribuant ainsi à accroître l'efficacité de l'aide.

Au plan politique, la réconciliation, bien qu'elle ne soit pas une fin en soi, doit faire partie d'un processus politique inclusif en Afghanistan. Nous demandons aux dirigeants de l'Afghanistan de placer la paix et la stabilité politique de leur pays au centre de leurs calculs, de surmonter leurs divisions, de renoncer

à la violence et de faire progresser le dialogue et la coopération dans l'intérêt collectif du pays.

Puisque cette année l'Afghanistan sera soumis à un test d'importance critique, particulièrement avec les élections présidentielles qui sont prévues en août prochain, nous nous félicitons de tous les efforts de la communauté internationale pour appuyer davantage le pays. Nous applaudissons aux prochaines conférences spéciales sur l'Afghanistan qui se tiendront à Moscou et à La Haye. Nous notons tout particulièrement le renforcement récent de la coopération régionale pour appuyer les améliorations économiques, politiques et sécuritaires en Afghanistan – particulièrement la reprise d'initiatives régionales telles que le processus de paix de la Jirga –, car nous sommes convaincus que les difficultés qui existent en Afghanistan, étroitement liées et interdépendantes de par leur nature même, exigent un plus grand rôle et une contribution accrue de la part des partenaires régionaux dans la recherche d'une solution globale et durable.

Nous réaffirmons notre appui au rôle principal que jouent les Nations Unies dans la coordination des activités civiles internationales en Afghanistan. Après l'allocation opportune d'un complément de ressources financières, humaines et sécuritaires à la MANUA pour 2009, l'Assemblée générale et les États Membres attendent de la mission qu'elle accomplisse davantage de progrès sur le terrain. Nous soutenons la MANUA en lui fournissant une assistance technique, à la demande des autorités afghanes, pour les prochaines élections, qui sont extrêmement importantes, et pour continuer sa coordination avec d'autres donateurs, organes et organisations internationaux afin de tirer le meilleur parti des ressources disponibles. Dans le même temps, la MANUA doit continuer à renforcer sa coopération avec le Gouvernement afghan, aussi bien qu'avec les organisations et acteurs pertinents, pour remplir son mandat.

Pour permettre à la MANUA de remplir son rôle dans la situation actuelle, nous approuvons la prolongation de son mandat actuel pendant une nouvelle durée de 12 mois. Nous nous félicitons également de toutes les mesures qui sont prises pour éviter que des civils ne soient blessés ou tués, car ils sont en dernière analyse les bénéficiaires du processus de paix.

Il est grand temps que les Afghans assument la responsabilité de leur propre avenir. Nous espérons qu'avec un appui régional et international renouvelé,

les proches élections présidentielles seront menées dans un climat de liberté, d'équité et de sécurité, préparant ainsi le terrain à la restauration de la paix et de la sécurité, que le pays mérite tant. Nous offrons sincèrement au peuple et au Gouvernement afghans tous nos vœux de succès dans ce processus, auquel le Viet Nam, pour sa part, se tient prêt à contribuer de manière franche et constructive.

M. Liu Zhenmin (Chine) (*parle en chinois*) : La délégation chinoise tient à remercier le Représentant spécial Eide pour son exposé.

Aujourd'hui, après plus de sept ans de guerre, l'Afghanistan se trouve à un nouveau tournant. L'évolution de la situation dans ce pays a attiré l'attention du monde. D'une part, la situation sécuritaire continue de se détériorer, ce qui se traduit par de lourdes pertes en vies humaines parmi la population civile et aggrave la crise humanitaire. D'autre part, la communauté internationale, y compris les Nations Unies, a prêté une plus grande attention à l'Afghanistan et accru sa contribution à son égard.

Lors de la Conférence de Paris, en juin 2008, la communauté internationale a réaffirmé son appui à la reconstruction nationale de l'Afghanistan et au rôle de coordination de premier plan des Nations Unies pour aider le pays. En dépit des difficultés actuelles et futures auxquelles l'Afghanistan est confronté, nous n'avons aucune raison de perdre confiance. Les élections de cette année seront un événement important de la vie politique du pays. La Commission électorale indépendante afghane a récemment reconfirmé la date du 20 août 2009 pour les élections présidentielles. Nous estimons que les Afghans pourront user de leur sagesse pour aborder à bon escient les questions relatives aux élections et, grâce à elles, pour renforcer la cohésion sociale et pour améliorer l'efficacité du fonctionnement du Gouvernement.

Il est particulièrement important d'assurer un climat de sécurité pour les élections. Nous espérons que l'augmentation du nombre de contingents des pays concernés aidera à améliorer la situation sécuritaire en Afghanistan. Nous espérons également qu'avec l'aide de la communauté internationale, le Gouvernement, les forces afghanes et la Police nationale afghane continueront à renforcer leurs capacités, de telle sorte qu'ils puissent bientôt assumer la lourde responsabilité du maintien de la sécurité nationale et de la stabilité sociale.

L'expérience a montré que les moyens militaires ne peuvent seuls renverser la situation en Afghanistan. À long terme, il est essentiel d'encourager les différents groupes ethniques et factions à parvenir à la réconciliation grâce au dialogue. Dans le même temps, en menant les opérations militaires, les parties concernées doivent s'employer à réduire le nombre de pertes civiles.

Afin de répondre efficacement aux préoccupations en matière de sécurité, le Représentant spécial Eide et le Gouvernement afghan ont proposé d'adopter une approche intégrée et de prendre différentes mesures ciblées dans différentes régions de l'Afghanistan. Dans le nord et l'ouest du pays, où la situation est relativement stable, l'accent sera mis sur le développement de l'économie, tandis que dans le sud et l'est l'accent sera mis sur le renforcement de la sécurité.

À notre avis, la promotion du développement économique dans les régions sud et est de l'Afghanistan est tout aussi importante que la stabilisation de la situation sécuritaire, d'autant plus qu'il s'agit de régions dans lesquelles la culture de pavot est la plus concentrée. Ce n'est qu'en développant énergiquement les cultures de substitution et en favorisant la croissance économique que la culture du pavot pourra être encore réduite, ce qui diminuera ainsi les causes profondes de l'instabilité sociale dans le pays. Nous appelons la communauté internationale à appuyer davantage la production agricole de l'Afghanistan.

À l'initiative d'un certain nombre de pays, une conférence internationale sur la question de l'Afghanistan se tiendra à La Haye le 31 mars pour examiner la direction que doit prendre le futur développement du pays. Nous souhaitons le succès de cette conférence et espérons que les parties concernées concluront un accord sur des questions telles que la stabilisation de la situation sécuritaire et la promotion du développement économique, et indiqueront une claire direction pour la phase suivante de l'assistance à l'Afghanistan. Nous avons également noté que les pays membres de l'Organisation de Shanghai pour la coopération tiendront une réunion à Moscou, et nous souhaitons également le succès de réunion.

Nous appuyons le rôle clef que ne cesse de jouer l'Organisation des Nations Unies dans la coordination de l'aide que la communauté internationale apporte à l'Afghanistan, et nous appuyons la prolongation d'un an du mandat actuel de la MANUA. Nous sommes

disposés à faire de notre mieux pour continuer de fournir de l'aide à l'Afghanistan.

M^{me} DiCarlo (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je voudrais me joindre aux autres pays pour souhaiter la bienvenue au Conseil, aujourd'hui, au Représentant spécial Eide et le remercier pour son exposé. Mon gouvernement voudrait lui exprimer sa profonde gratitude pour les efforts qu'il déploie afin d'aider à stabiliser l'Afghanistan. Son leadership et son engagement demeurent essentiels pour la mise en œuvre du mandat élargi de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA). Nous le félicitons, ainsi que l'équipe de la MANUA, et leur offrons notre plein appui.

Je voudrais également souhaiter la bienvenue à l'Ambassadeur Tanin aujourd'hui. Je voudrais l'assurer de l'attachement des États-Unis d'Amérique à un Afghanistan stable et sûr et de notre constante coopération.

L'Organisation des Nations Unies, l'OTAN et d'autres donateurs ont un rôle important à jouer pour rendre l'Afghanistan plus sûr, pour aider à édifier les capacités de son gouvernement, en renforçant son système judiciaire et en élargissant les perspectives économiques. Mon gouvernement appuie énergiquement la manière dont la MANUA dirige la coordination des activités d'aide internationales et l'amélioration de la coopération entre les opérations civiles et militaires.

Nous nous félicitons également de la décision de l'Assemblée générale de fournir les ressources indispensables à la MANUA pour qu'elle s'acquitte de son mandat. L'approbation du budget de la MANUA pour 2009, d'un montant de 168 millions de dollars, et l'autorisation qui lui a été donnée de recruter 437 nouveaux membres du personnel et d'élargir ses locaux avec quatre nouveaux bureaux cette année ont été des pas en avant importants. Il faut toutefois faire davantage ensemble.

Mon gouvernement exhorte l'ONU à accélérer le processus de financement de la MANUA et nous encourageons les États Membres à mettre à sa disposition du personnel hautement qualifié pour aider à pourvoir ces nouveaux postes. Le rôle de la MANUA est crucial et, de toute évidence, nous appuyons vigoureusement le renouvellement de son mandat.

Je voudrais aborder plusieurs questions soulevées dans le rapport (S/2009/135) du Secrétaire général. Les

États-Unis souscrivent à la conclusion que le problème de la résurgence des Taliban et de la montée de l'extrémisme dans la région ne peut être réglé seulement par des moyens militaires. L'assistance civile est indispensable pour réussir en Afghanistan. Nous sommes donc encouragés par la constitution du groupe de travail sur l'approche intégrée, et nous sommes impatients d'en savoir plus sur ses progrès pour fournir l'aide et finaliser les évaluations des besoins.

Les États-Unis considèrent les proches élections comme l'événement stratégique clef en Afghanistan cette année. Nous appuyons des élections ouvertes et libres dans lesquelles le peuple afghan pourra choisir ses propres dirigeants, à l'abri de toute intimidation. Nous nous félicitons des efforts déployés par la Commission électorale indépendante, l'ONU, les donateurs internationaux et les forces de sécurité, ainsi que par les services de sécurité afghans, pour relever les défis liés aux préparatifs du prochain scrutin. Les États-Unis appuient la décision de la Commission de tenir des élections le 20 août afin d'accroître leur universalité, leur régularité et leur transparence. Nous demandons aux dirigeants afghans de trouver une solution dans le plein respect de leur Constitution afin de garantir la continuité, la légitimité et la stabilité de leur gouvernement au cours du processus électoral.

Nous devons également agir de toute urgence pour faire en sorte que les élections soient suffisamment financées. La Commission a présenté un budget d'un montant de 224 millions de dollars afin d'allouer les ressources nécessaires au processus électoral. Nous exhortons les donateurs à honorer leurs promesses aussi rapidement que possible.

Il n'y aura pas de progrès durable en Afghanistan, quels que soient les effectifs militaires déployés ou les montants dépensés, si nous ne réalisons pas des progrès significatifs dans le renforcement des capacités dont dispose le pays pour assurer une bonne gouvernance. Ces actions doivent venir avant tout du Gouvernement et du peuple afghans. Mais nous continuerons à agir de concert pour les appuyer à cet égard.

La corruption demeure l'une des préoccupations principales du peuple afghan. Elle sape les efforts faits pour édifier un gouvernement impartial et équitable qui fournisse des services à tous les citoyens sans discrimination, sans tenir compte de leur richesse ou de leurs relations. Nous avons besoin de voir que le Gouvernement afghan réalise des progrès dans la lutte

contre la corruption, l'élargissement de l'autorité du gouvernement central, le renforcement des gouvernements locaux et la création de perspectives économiques.

Nous partageons également les préoccupations soulevées dans le rapport concernant la dégradation de la situation des droits de l'homme en Afghanistan. Nous sommes particulièrement inquiets du préjudice que les lois et pratiques discriminatoires causent aux femmes et enfants. Bien que nous soyons encouragés par les mesures prises par le Gouvernement afghan pour mettre en œuvre le Plan d'action national pour les femmes afghanes, nous convenons qu'il faut faire davantage. L'année dernière, les États-Unis ont formé à la profession d'enseignante plus de 3 000 femmes afghanes, et nous continuons d'appuyer l'enseignement universitaire féminin grâce à nos programmes à l'Université de Kaboul. Nous contribuons également à la formation de plus de 22 000 femmes afin qu'elles aident à la tenue des proches élections. Nous nous félicitons des vues du Représentant spécial quant à la manière dont la MANUA et la communauté internationale pourraient mieux coopérer avec le Gouvernement afghan afin de répondre aux besoins des femmes et des filles en matière d'éducation, de services de santé, de perspectives économiques, de justice et de possibilités de jouer un rôle dirigeant.

Nous trouvons encourageante la prévision de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime selon laquelle la culture du pavot pourrait diminuer encore jusqu'à 30 % – baisse très importante – en 2009, selon les estimations de l'ONU. Mais la menace représentée par les stupéfiants en Afghanistan reste inacceptablement élevée. Il faudra un engagement à long terme, tant du Gouvernement afghan que de la communauté internationale, pour que nous puissions relever ce défi. Nous sommes particulièrement préoccupés par la dégradation des conditions de sécurité dans le sud, où l'insurrection s'impose actuellement et où 98 % des pavots de l'Afghanistan sont maintenant cultivés.

Il me faut aborder la question des victimes civiles. Les États-Unis, nos alliés de l'OTAN et nos partenaires de la coalition déplorent vivement les pertes civiles. Les forces internationales en Afghanistan prennent des mesures extraordinaires pour éviter qu'il y ait des victimes civiles, ce qui contraste nettement avec les Taliban, qui attaquent délibérément les civils et mettent leur vie en danger. La Force internationale d'assistance à la sécurité a publié en

décembre dernier une directive qui vise spécifiquement à réduire le nombre de victimes civiles résultant de ses opérations. Je tiens à souligner que notre objectif est d'éviter les victimes. Lorsque des événements qui touchent peut-être des civils ont lieu, des équipes afghanes et internationales mixtes se hâtent de mener une enquête et, le cas échéant, d'indemniser les victimes.

Enfin, nous apprécions le rôle joué par l'ONU, qui coprésidera avec les Gouvernements afghan et néerlandais la prochaine Conférence internationale sur l'Afghanistan, le 31 mars. Nous nous réjouissons de réaffirmer le vaste consensus international sur l'appui à l'Afghanistan, tel qu'il est consacré par le Pacte pour l'Afghanistan de 2006, et nous sommes impatientes d'établir un dialogue productif sur les manières d'apporter une aide plus efficace et d'aider à répondre aux priorités du Gouvernement afghan – une sécurité renforcée, une meilleure gouvernance et une croissance économique plus vigoureuse.

M. Ripert (France) : Je voudrais, pour commencer, adresser les condoléances de la France aux familles des victimes de l'attentat qui a coûté la vie aujourd'hui au député afghan Dad Mohammad Khan, ainsi qu'à quatre autres personnes. La France condamne avec la plus grande fermeté cet assassinat.

Le Représentant permanent de la République tchèque prononcera tout à l'heure une intervention au titre de l'Union européenne, à laquelle la France, bien entendu, s'associe. Je voudrais, à ce stade, apporter quelques observations complémentaires.

Je voudrais, tout d'abord, comme d'autres l'ont fait avant moi, remercier M. Kai Eide pour son rapport et, surtout, pour les efforts inlassables qu'il déploie depuis sa nomination pour assurer une meilleure cohérence de l'action internationale en Afghanistan sous l'égide des Nations Unies. Ces efforts commencent à payer.

La communauté internationale avait réaffirmé avec force son soutien aux autorités et au peuple afghans en juin 2008 à Paris. Les conférences de Moscou et de La Haye seront l'occasion de réitérer cet engagement commun dans la durée et de faire le point sur l'état de mise en œuvre des engagements pris, comme sur les priorités pour les prochains mois.

Cette conférence s'inscrit dans une dynamique générale de mobilisation accrue de la communauté internationale. Cette dynamique, le Représentant

spécial fait beaucoup pour l'entretenir, en contribuant activement à la mise en œuvre de l'approche globale permettant d'allier l'action politique, la sécurité, la reconstruction et le développement.

Je pense en particulier à la question essentielle de l'efficacité et de la coordination de l'aide, sur laquelle les progrès restent malheureusement insuffisants. La question la plus urgente en ce domaine tient à la transparence de l'aide. Pour que l'ONU soit en mesure d'assurer sa mission de coordination, il est indispensable qu'elle puisse, de même que les autorités afghanes, s'appuyer sur une « cartographie » fiable de l'action de tous les donateurs. Le Représentant spécial l'a mentionné tout à l'heure.

L'ONU doit également continuer à incarner, à travers le Représentant spécial, la voix de la communauté internationale auprès des autorités et du peuple afghans. M. Eide a su jouer ce rôle, avec impartialité, et aborder des questions difficiles comme la bonne gouvernance et la corruption, les droits de l'homme ou encore le problème des victimes civiles, tant avec les responsables politiques démocratiques et la société civile afghane qu'avec les acteurs internationaux.

Je tiens une nouvelle fois à assurer à M. Eide de la pleine confiance de la France, alors que s'ouvre, à l'approche des élections, une période particulièrement critique pour l'avenir démocratique du pays.

Les prochaines élections présidentielles, puis législatives, constituent de fait une étape majeure dans le processus d'appropriation de la démocratie par les Afghans. Il revient à l'ensemble des responsables politiques afghans d'œuvrer à la tenue d'élections libres et équitables dans l'ensemble du pays et de préserver la stabilité et la sécurité pendant toute la durée du processus électoral. L'ONU a un rôle important à jouer, à la fois sur le plan technique et sur le plan politique, pour les y aider. Mais les élections ne doivent pas nous distraire des autres problèmes urgents auxquels fait face l'Afghanistan, et le Représentant spécial en a dressé la liste.

Des progrès significatifs ont été accomplis dans divers domaines au cours de l'année passée, qu'il faut maintenant consolider. En matière de sécurité, l'Armée nationale afghane s'est considérablement renforcée et est, de plus en plus, en mesure de prendre le relais des forces internationales.

La police reste le principal point faible du dispositif sécuritaire. Depuis sa nomination comme Ministre de l'intérieur, M. Atmar a engagé un processus de réforme en profondeur de la police, que la communauté internationale doit soutenir par des initiatives à la hauteur des enjeux. La France est déterminée à s'engager activement, avec ses partenaires européens, dans cet effort.

Des développements encourageants sont aussi intervenus en matière de lutte contre le trafic de drogue. Ils restent à confirmer, notamment dans la lutte contre le détournement des précurseurs chimiques de l'héroïne qui fait l'objet de la résolution 1817 (2008) du Conseil de sécurité.

L'évolution de la situation en matière de droits de l'homme constitue un grave sujet d'inquiétude, en particulier en raison de la multiplication des attaques contre les médias et la société civile. Les progrès importants enregistrés depuis 2001 demeurent fragiles. Les autorités doivent, avec le soutien de la communauté internationale, agir avec davantage de fermeté pour garantir aux journalistes et aux représentants de la société civile des conditions leur permettant d'exercer leur activité librement et en sécurité.

Je voudrais aussi réitérer nos préoccupations sur la question des victimes civiles, qui sont, il faut le souligner, principalement le fait d'attaques délibérées des Taliban et d'autres groupes extrémistes, qui démontrent ainsi leur mépris absolu pour la vie humaine. La France est dans le même temps consciente de la nécessité de poursuivre, avec ses alliés et ses partenaires, les efforts importants accomplis par les forces gouvernementales et internationales pour éviter les victimes civiles.

Le Président de la République française, M. Nicolas Sarkozy, a exprimé à de nombreuses reprises le caractère prioritaire que revêtait pour la France la stabilisation de l'Afghanistan et, au-delà, de la région tout entière. La France a opéré depuis deux ans un renforcement majeur de son engagement militaire en Afghanistan. Soucieuse que soit menée une approche globale, elle a également renforcé significativement depuis 2008 son engagement civil et politique. Mais au-delà, la profondeur de la crise afghane, l'évolution de l'engagement international et l'interpénétration croissante des problématiques affectant l'Afghanistan et ses voisins ont conduit la

France à intégrer davantage la dimension régionale du conflit afghan dans son approche.

C'est dans ce contexte que le Président de la République a nommé, le 26 février dernier, un député, M. Pierre Lellouche, comme son Représentant spécial pour l'Afghanistan et le Pakistan. Cette décision correspond à la conviction de la France que la crise afghane ne peut être abordée indépendamment de la situation dans la région, et en premier lieu au Pakistan. Nos priorités sont de favoriser l'émergence d'un Afghanistan stable, prospère et démocratique, de contribuer à la stabilisation du Pakistan démocratique et de réduire la menace terroriste dont cette région est devenue l'épicentre.

C'est aussi afin de donner une impulsion politique à ce thème du renforcement de la coopération régionale que notre Ministre des affaires étrangères, M. Bernard Kouchner, a invité en France à La Celle Saint-Cloud en décembre 2008 l'Afghanistan, les pays voisins et les partenaires clefs de la communauté internationale, pour une réunion ministérielle, tenue sous la coprésidence des Nations Unies. Nous nous réjouissons de la volonté affichée lors de cette réunion par l'Afghanistan et ses voisins de renforcer leur coopération concrète contre le terrorisme et le trafic de drogue, ainsi que pour le développement de la coopération économique régionale. Nous espérons que l'évolution positive des relations entre l'Afghanistan et le Pakistan contribuera à l'obtention de résultats concrets à la prochaine Conférence de coopération économique régionale à Islamabad.

La MANUA devra faire face à de nombreux défis dans l'année à venir. Elle aura besoin de notre plein soutien. Je me réjouis à cet égard de la proposition de tenir des réunions du Conseil de sécurité sur une base trimestrielle. Cela permettra au Conseil d'assurer un suivi plus actif de la mise en œuvre du mandat confié à la MANUA et ainsi d'apporter un soutien plus effectif à l'action du Représentant spécial.

M. Heller (Mexique) (*parle en espagnol*) : Je voudrais, tout d'abord, remercier M. Kai Eide, Représentant spécial du Secrétaire général en Afghanistan, pour sa présentation du dernier rapport du Secrétaire général sur la situation dans ce pays, ainsi que pour ses observations relatives au travail de Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA). Nous saluons également la présence parmi nous de l'Ambassadeur Tanin, Représentant permanent de l'Afghanistan.

Le Mexique considère que le processus électoral qui se déroulera en août prochain en Afghanistan constitue tout à la fois un défi et une chance pour l'instauration de la paix et pour le règlement politique d'un conflit qui dure depuis déjà près de huit ans. La tenue d'élections ouvrira un nouveau chapitre en faveur de la réconciliation nationale, du renforcement de la souveraineté et de la démocratie en Afghanistan.

C'est pourquoi nous appuyons les travaux de la Commission électorale indépendante, et exprimons le vœu que ces élections soient libres, impartiales et transparentes et se déroulent dans un climat de sécurité qui garantisse les droits du peuple afghan. Nous exhortons le système des Nations Unies, et en particulier la Mission en Afghanistan, à redoubler d'efforts et à collaborer avec la Commission électorale, les partis politiques, la société civile et les autres acteurs afin de favoriser la bonne tenue des élections cette année.

Le Mexique estime que l'un des principaux défis auxquels l'Afghanistan est confronté à court et à moyen terme est de garantir la sécurité de la population dans le cadre de l'état de droit. Le rapport est clair à cet égard, car il tient compte de la dégradation de la situation en la matière et de la violence extrémiste qui se répand dans diverses régions. Nous déplorons l'augmentation du nombre des victimes parmi la population civile. Nous espérons que la collaboration accrue entre les forces armées afghanes et les forces internationales contribuera à alléger les souffrances de la population civile et à améliorer les conditions générales de sécurité dans le pays.

Nous réitérons notre rejet catégorique du terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations. Nous réproprons les attaques qui visent des personnes innocentes, et nous exprimons toutes nos condoléances aux familles des victimes des attentats, ainsi qu'au peuple et au Gouvernement afghans.

Le Mexique considère que la sécurité du personnel humanitaire et des éléments les plus vulnérables de la population, comme les enfants, exige une attention prioritaire conformément aux normes et principes du droit international humanitaire. Il nous semble notamment indispensable d'adopter toutes les mesures nécessaires pour éviter le recrutement d'enfants par des groupes armés et favoriser leur réinsertion dans un environnement sûr.

Par ailleurs, nous sommes bien conscients des efforts déployés par le Gouvernement afghan et la

communauté internationale pour continuer à retirer et à détruire les mines et les restes explosifs de guerre dans le pays. Néanmoins, ces objets continuent de poser une grave menace pour la population civile. C'est pourquoi, il faut appuyer davantage les programmes de déminage.

Nous saluons les efforts du Gouvernement pour réformer divers ministères et les forces de police et réduire et combattre la corruption. Ces efforts favorisent la normalisation institutionnelle du pays et renforcent la confiance de la population vis-à-vis des autorités.

La lutte contre la production et le trafic des stupéfiants est un autre domaine prioritaire pour la stabilité de l'Afghanistan. Nous nous réjouissons de constater que les efforts déployés par le Gouvernement pour réduire la production dans diverses provinces du pays commencent à donner des résultats positifs. Dans ce domaine, la coopération de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et l'attention accordée au niveau régional sur ce problème revêtent une importance particulière.

Comme le Secrétaire général, nous sommes d'avis que la MANUA dispose du mandat nécessaire pour coordonner les divers efforts visant à promouvoir la stabilité et le développement en Afghanistan. Les ressources additionnelles qui ont été approuvées pour la Mission lui permettront de renforcer sa capacité institutionnelle et d'élargir sa présence dans plusieurs régions du pays. C'est pourquoi l'ouverture d'un bureau du Bureau de la coordination des affaires humanitaires arrive à point nommé, et nous espérons que la Mission continuera à renforcer ses activités en matière de protection des droits de l'homme.

La stabilité en Afghanistan ne dépend pas seulement du succès des opérations militaires et de sécurité. Il faut aussi continuer de suivre, conformément aux priorités nationales, une démarche globale en faveur du renforcement des capacités institutionnelles et de la promotion du développement socioéconomique. Cette démarche doit aussi prendre en compte la dimension régionale de nombre des problèmes qui touchent le pays.

Les conférences internationales qui auront lieu dans les prochains jours à Moscou et à La Haye pour débattre de la situation en Afghanistan et de ses relations avec les États voisins montrent clairement que la communauté internationale demeure fermement attachée à ce pays. Grâce à cette approche globale et à

cette vision régionale, il sera possible de parvenir à une solution à long terme en harmonie avec les efforts déployés par le Gouvernement afghan.

M. Urbina (Costa Rica) (*parle en espagnol*) : Je voudrais d'abord remercier M. Kai Eide, Représentant spécial du Secrétaire général et chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), de son exposé et de la richesse des informations qu'il a fournies au Conseil cet après-midi. Je salue également la présence parmi nous de l'Ambassadeur Tanin. C'est un plaisir qu'il soit des nôtres.

Depuis huit ans, l'ONU accomplit un important travail de soutien auprès du peuple afghan qui s'efforce d'instaurer une démocratie solide, de promouvoir le développement socioéconomique et de consolider durablement la paix. Des défis demeurent et il faut s'attendre à ce que la situation en matière de sécurité soit difficile au cours des prochains mois. Il est essentiel que la communauté internationale maintienne et renforce son engagement aux côtés de l'Afghanistan. Aujourd'hui, ma délégation reconnaît le rôle primordial joué par la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan et les priorités définies à la Conférence de Paris, qui représentent les bases de la consolidation de la paix et du développement pour le peuple afghan.

Comme l'a indiqué le Représentant spécial, la situation en Afghanistan exige une approche globale et une vision nationale, qui, outre les mesures militaires, passent par la promotion de la gouvernance, l'état de droit et la création de perspectives de développement et de croissance économique pour la population. Nous estimons par ailleurs que le Gouvernement et le peuple afghans doivent prendre en main les processus permettant d'atteindre ces objectifs, et nous pensons qu'il convient d'accroître les efforts internationaux visant à améliorer les conditions de sécurité et les capacités des autorités afghanes dans ces domaines.

Les élections présidentielles qui doivent avoir lieu en août constitueront une étape décisive vers le renforcement de la démocratie en Afghanistan, et il est impératif que la communauté internationale appuie et accompagne ce processus. Dans ce contexte, ma délégation se félicite de la création au sein de la composante politique de la MANUA d'un groupe chargé de collaborer avec les acteurs politiques pour garantir un climat propice à la tenue d'élections libres, impartiales et recueillant un fort taux de participation.

Parmi les signaux positifs, nous notons la diminution de la production de pavot prévue pour 2009, les progrès de la réforme du secteur de la sécurité et la poursuite de l'amélioration des relations politiques entre l'Afghanistan et le Pakistan.

Ma délégation est préoccupée par l'augmentation du nombre des victimes civiles, des attaques contre le personnel humanitaire, des attaques contre les écoles, ainsi que de l'utilisation des civils comme boucliers humains. Nous déplorons tout particulièrement le fait que les enfants continuent d'être les principales victimes de l'escalade du conflit et que des informations faisant état d'enlèvements d'enfants par des groupes armés continuent de nous parvenir. Nous demandons à toutes les parties de redoubler d'efforts et de prendre des mesures pour réduire au minimum les pertes civiles, conformément au droit international humanitaire, aux normes internationales relatives aux droits de l'homme et aux résolutions 1746 (2007) et 1806 (2008) du Conseil de sécurité.

Le Costa Rica souhaiterait que cette préoccupation soit reflétée dans le projet de résolution actuellement en négociation. Le Conseil ne saurait permettre que la MANUA, la Force internationale d'assistance à la sécurité et les autorités afghanes soient affaiblies parce qu'il aurait oublié les engagements qu'il a pris en faveur de la protection des victimes civiles d'un conflit, en particulier les victimes des insurgés. Toujours en ce qui concerne les droits de l'homme, ma délégation espère que les actions en faveur de la protection des femmes et de l'application d'autres politiques sexospécifiques seront intensifiées.

Enfin, nous voudrions souligner le travail de la MANUA dans la coordination des efforts de la communauté internationale. Nous convenons avec le Secrétaire général qu'il est indispensable d'harmoniser ces efforts sous la direction de la MANUA pour atteindre les objectifs fixés dans le mandat. Nous réitérons notre appui à la MANUA et nous appuyons la recommandation du Secrétaire général de proroger de 12 mois son mandat.

Sir John Sawers (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je voudrais remercier le Secrétaire général de son rapport (S/2009/135) et le Représentant spécial Eide de son exposé d'aujourd'hui, qui dépeint une situation dont nous avons pleinement conscience : une situation sécuritaire et humanitaire difficile, mais avec des signes de progrès encourageants dans des domaines tels que

l'administration des élections, le bon fonctionnement des ministères clefs, la coopération dans la lutte contre les stupéfiants et la coopération entre les civils et les militaires.

L'on dit souvent que chaque année qui passe est déterminante pour l'Afghanistan, et cela est probablement plus vrai que jamais cette année, du fait non seulement des élections présidentielles en août, mais aussi d'autres problèmes qui se manifestent. Cette année déterminera si nous allons progresser vers la réalisation des objectifs fixés par la communauté internationale ou si les progrès collectifs vont se poursuivre au rythme actuel, c'est-à-dire trop lentement.

Des élections réussies et crédibles seront cruciales pour l'avenir de l'Afghanistan. Nous nous félicitons de l'accord intervenu pour en fixer la date au mois d'août et nous exhortons les dirigeants politiques afghans à parvenir à un consensus sur la manière de préserver la stabilité et la sécurité durant la période préélectorale, ce qui signifie qu'il doit y avoir un gouvernement stable pendant cette période.

Nous devons éviter de tomber dans une situation où régnerait constamment l'incertitude et le désaccord à Kaboul au cours de ce qui pourrait bien s'avérer un nouvel été difficile en raison de l'insurrection dans le sud et dans l'est du pays. Les élections doivent être bien préparées afin d'être crédibles. Le Représentant spécial a énuméré les organes et les dispositifs qui sont mis en place à l'appui du processus électoral. Nous trouvons encourageant que la Commission électorale indépendante a pu mener à bien le processus d'inscription sur les listes électorales relativement sans heurts.

Le Programme des Nations Unies pour le développement joue un rôle crucial en fournissant l'assistance technique permettant aux Afghans d'organiser ces élections, et le Royaume-Uni a fourni plus de 1,6 million de livres pour financer cette assistance. Nous espérons que d'autres pays contribueront à combler le déficit de 100 millions de dollars dans le budget des élections.

La coordination et l'efficacité de l'assistance sont un autre des défis auxquels l'Afghanistan est confronté cette année et elles sont toutes deux au cœur du mandat de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA). Le Représentant spécial a d'ailleurs évoqué cette question dans son exposé. Il est fondamental qu'en 2009 l'assistance internationale

pour l'Afghanistan réussisse à créer des synergies. J'ai dûment pris note des railleries de M. Eide contre certains des échecs que la communauté internationale a essuyés dans ce domaine, toutefois nous nous félicitons de la décision du Conseil commun de coordination et de suivi de se concentrer sur cinq secteurs, et des efforts de la MANUA pour établir une liste de projets prioritaires et rallier la communauté des donateurs en leur faveur. Le travail effectué par la MANUA pour élaborer une base de données gouvernementale unique sur les contributions des donateurs est tout aussi important. Ce sont là autant d'améliorations majeures qui ont été apportées aux mécanismes visant à assurer l'efficacité de l'aide ces 12 derniers mois, et nous saluons le travail accompli sur ce front par M. Eide et son équipe.

Notre capacité de continuer à appliquer une stratégie globale dépend en grande partie de la coopération et de la coordination entre les civils et les militaires. La MANUA sert de trait d'union entre l'effort civil international, l'effort militaire international et le Gouvernement afghan. Ce rôle n'est pas toujours facile à jouer, et nous sommes tout à fait conscients des tensions qui existent parfois, mais je salue le travail effectué par la MANUA dans ce domaine, en collaboration avec la Force internationale d'assistance à la sécurité et les autorités afghanes, pour appliquer une approche intégrée.

En ce qui concerne les pertes civiles, nous les déplorons tous profondément lorsqu'elles surviennent et il importe de continuer d'examiner cette question de manière franche et transparente. L'impact négatif qu'ont les informations faisant état de victimes parmi les civils sur l'opinion que l'on a de l'effort international en Afghanistan ne fait aucun doute, mais nul ne saurait douter que ceux qui participent à l'effort militaire international font tout ce qui est en leur pouvoir pour que cela n'arrive pas, et nous avons renforcé nos règles d'engagement et de comportement à cette fin. Là où elles surviennent, nous avons amélioré nos mécanismes d'enquête et de communication des informations.

En revanche, et comme le Représentant spécial l'a indiqué, le peuple afghan et la communauté internationale font face en Afghanistan à une insurrection qui ne se soucie pas des pertes civiles. Les civils sont utilisés comme boucliers et font de plus en plus l'objet d'attaques délibérées de la part des insurgés.

En dépit de tous ces défis, nous partageons l'opinion du Secrétaire général et de son Représentant spécial qui considèrent qu'il y a des raisons d'être optimiste. Une de ces raisons, comme M. Eide l'a signalé, est le pronostic pour la production de pavot en 2009, qui est encourageant. Si, comme il l'a annoncé avec prudence, nous assistons à une forte diminution de la production dans son ensemble et à une augmentation du nombre de provinces qui ne produisent plus de pavot, cela serait une avancée importante.

L'augmentation des ressources mises à la disposition de la MANUA est une autre raison d'être optimiste. Depuis quelque temps, il y avait un décalage entre la portée du mandat de la MANUA et les ressources qu'elle avait à sa disposition pour l'exécuter. Le nouveau budget de la MANUA, arrêté l'année dernière, a permis de combler ce décalage, et nous nous félicitons que les nouveaux postes aient été pourvus et que des bureaux supplémentaires aient été ouverts.

Cela signifie également que les attentes vis-à-vis de la MANUA sont encore plus élevées et que l'on s'attend à ce qu'elle fasse encore plus. Elle a déjà commencé à travailler dans un domaine important, comme je l'ai indiqué. La réalité de l'Afghanistan en 2009 que tous ceux qui participent à l'effort international, y compris l'ONU, devront passer à la vitesse supérieure. Nous sommes persuadés qu'en la personne de Kai Eide, la MANUA dispose des compétences requises pour être à la hauteur de ce défi.

Je tiens à terminer en félicitant, au nom du Royaume-Uni, la MANUA pour le travail qu'elle a réalisé au cours de l'année écoulée. Le personnel de la MANUA accomplit un travail crucial dans des conditions difficiles, et il peut compter, tout comme le peuple afghan, sur l'appui continu du Royaume-Uni.

M. Jurica (Croatie) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier M. Kai Eide pour son exposé. De même, je tiens à rendre hommage à M. Eide pour la détermination avec laquelle il dirige la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et à tout son personnel pour son dévouement sincère et le travail acharné qu'il accomplit dans des conditions difficiles. Je salue également la présence de l'Ambassadeur afghan Tanin.

La Croatie est elle aussi préoccupée par la détérioration des conditions de sécurité en Afghanistan où les insurgés, les extrémistes et d'autres éléments

radicaux essaient de déstabiliser des régions qui étaient auparavant calmes et recourent de plus en plus à des attaques asymétriques et à des méthodes de combat sophistiquées. Le fait que des fonctionnaires des organisations internationales et des travailleurs humanitaires aient été directement pris pour cible est une indication très claire de la nature de l'ennemi auquel le Gouvernement afghan et la communauté internationale doivent faire face. Comme cela est indiqué dans le rapport du Secrétaire général (S/2009/135), les éléments antigouvernementaux sont à l'origine d'une majorité des victimes civiles, leurs tactiques traduisant de plus en plus le peu de cas qu'ils font de la vie des civils.

Il est généralement admis que cette année sera cruciale pour l'Afghanistan dans plus d'un domaine. Les élections à venir, prévues pour le mois d'août, seront une véritable mise à l'épreuve des acquis démocratiques de l'Afghanistan. Les élections devraient stabiliser encore plus le processus démocratique dans le pays et démontrer au plus haut point sa légitimité. En fournissant une assistance technique et des contributions financières adéquates, ainsi que plus de sécurité, la communauté internationale joue le rôle qui est le sien pour veiller à ce que les élections soient libres, régulières, inclusives et transparentes. Nous nous félicitons que le processus d'inscription des électeurs ait été mené à bien, notamment dans les provinces les plus instables, sans incident majeur, ce que nous considérons comme étant une étape importante dans les préparatifs des élections.

La stabilité de l'Afghanistan est intrinsèquement liée à la stabilité de la région et l'on ne saurait y parvenir sans la véritable coopération de ses voisins, notamment du Pakistan. À cet égard, nous trouvons encourageante la reprise de la coopération économique régionale permettant le rétablissement de voies d'approvisionnement en énergie et en eau extrêmement importantes. En outre, la reprise du processus de paix de la Jirga avec le Pakistan, ainsi que la récente réunion de la Commission tripartite, sont la preuve de l'intensification de la coopération politique. Nous espérons que la prochaine Conférence de coopération économique régionale sur l'Afghanistan renforcera davantage les relations entre les pays de la région et débouchera sur des résultats concrets et pratiques. Nous attendons avec intérêt les conférences internationales sur l'Afghanistan qui doivent avoir lieu très prochainement à Moscou et à La Haye.

Il n'existe évidemment pas de solution purement militaire aux problèmes de l'Afghanistan; la solution doit donc être politique. À cet égard, une approche globale rassemblant les activités militaires, politiques, humanitaires et de développement sera nécessaire. La Croatie attache une grande importance à l'approche dite intégrée qui a pour but de permettre une utilisation plus efficace des ressources civiles et militaires dans le pays. Nous pensons qu'il est de la plus haute importance d'être en mesure de percevoir les défis, problèmes et besoins spécifiques présents dans chaque région de ce grand pays et d'affecter les ressources disponibles de la manière la plus efficace et équilibrée. En outre, nous appuyons une meilleure coordination entre les civils et les militaires, fondée sur le respect des mandats distincts de chacun et conformément aux directives relatives à la coordination entre les acteurs humanitaires et militaires en Afghanistan.

En ce qui concerne la coordination de l'aide, assurer son efficacité étant l'un des rôles principaux que la MANUA doit jouer en Afghanistan, nous nous félicitons du suivi fait par la Mission sur certains des critères que le Représentant spécial avait présentés au Conseil lors de son dernier exposé en octobre 2008, en particulier en ce qui concerne l'élaboration d'une base de données gouvernementale unique sur les contributions des donateurs. Nous souhaiterions que soient prises d'autres mesures relatives à d'autres objectifs réalisables, en particulier en ce qui concerne la mise en place d'un mécanisme d'audits conjoints pour accroître la responsabilité des deux côtés et l'élaboration de critères concrets et choisis d'un commun accord pour mesurer l'efficacité de l'aide.

Mon pays salue les progrès en cours accomplis par l'Armée nationale afghane, qui se traduisent, entre autres, par sa capacité d'assumer la responsabilité principale de la sécurité dans la capitale, ainsi que dans certaines provinces. En ce qui concerne la Police nationale afghane, nous appuyons fermement le programme de développement de district. Enfin, nous considérons la lutte contre la corruption comme étant importante et faisant partie intégrante de tout projet de réforme en Afghanistan, et nous sommes confiants que les efforts accrus du nouveau ministre à cet égard porteront bientôt leurs fruits.

La Croatie a reçu le Rapport intitulé *Afghanistan Opium Winter Rapid Assessment* publié conjointement par le Ministère chargé de la lutte contre les stupéfiants et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), et se félicite du fait qu'il prévoit que

la culture de pavot à opium pourrait continuer de baisser en 2009 et que le nombre de provinces où il n'est plus cultivé continue d'augmenter. Par ailleurs, nous appuyons fermement les efforts régionaux de lutte contre les stupéfiants que l'ONUDC s'efforce de promouvoir grâce à sa « Stratégie arc-en-ciel ». Nous nous félicitons de la saisie de quantités importantes de précurseurs chimiques en Iran, au Pakistan et au Kirghizistan grâce à la mise en œuvre de la résolution 1817 (2008).

Tout en gardant à l'esprit les défis humanitaires considérables en Afghanistan, la Croatie se félicite de la création d'un bureau du Bureau de la coordination des affaires humanitaires en Afghanistan et de l'élaboration du Plan d'action humanitaire. Nous nous félicitons du retour en nombre des réfugiés en 2008, ainsi que de l'établissement du premier profil national des personnes déplacées.

Les droits de l'homme et l'état de droit continuent de poser un réel défi à l'Afghanistan. Je voudrais mentionner deux problèmes parmi les nombreux problèmes de longue date qui continuent de peser fortement sur le pays. L'impunité endémique et les pratiques discriminatoires, en particulier à l'encontre des femmes et des filles, pour ne citer que deux exemples, sont un bon exemple. Nous appuyons fermement les actions décisives prises dans le domaine de l'état de droit et des droits de l'homme, et nous sommes fermement convaincus qu'une action déterminée dans ces domaines contribuera à promouvoir les conditions et les tendances mentionnées précédemment.

La Croatie se félicite de la décision prise par l'Assemblée générale de presque doubler le budget de la MANUA pour qu'elle soit en mesure d'exécuter son mandat difficile. Nous appuyons fermement le renouvellement du mandat de la MANUA pour une année supplémentaire. Nous appuyons également la demande tendant à ce que le Secrétaire général publie des rapports plus fréquents sur l'évolution de la situation en Afghanistan, y compris avec des critères appropriés permettant de mesurer et de suivre les progrès réalisés dans l'exécution du mandat de la MANUA.

Pour terminer, je souhaite réitérer que, alors que nous sommes parfaitement conscients des difficultés existantes, la Croatie se tient prête, par sa présence militaire et une aide financière, à continuer à coopérer avec le Gouvernement afghan et les partenaires

internationaux en vue de la réalisation de l'objectif final consistant à faire de l'Afghanistan un endroit stable, sûr et pacifique.

Le Président (*parle en arabe*): Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant de la Jamahiriya arabe libyenne.

Je souhaite faire quelques observations sur la question dont nous sommes saisis. Pour commencer, je souhaite remercier le Secrétaire général pour son rapport détaillé et complet (S/2009/135), sur lequel M. Kai Eide vient de nous faire un exposé. Je souhaite également souhaiter la bienvenue au Représentant permanent de l'Afghanistan.

Je félicite la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), sous la direction de M. Eide, pour ses efforts et les excellents résultats qu'il a obtenus en vue de la reconstruction de cette nation sœur en dépit de toutes les difficultés sécuritaires auxquelles la Mission est confrontée.

La plupart des faits qui se déroulent en Afghanistan aujourd'hui relèvent de la responsabilité de la communauté internationale, qui a négligé l'Afghanistan après la guerre froide. Il est regrettable de constater que, malgré toutes les tragédies subies par l'Afghanistan en raison de la guerre civile qui a fait rage pendant six ans entre 1990 et 1996, le Conseil de sécurité n'a pris aucune décision et n'a adopté aucune résolution pour essayer de mettre un terme à la guerre et aux combats en Afghanistan.

Le paragraphe 2 du rapport du Secrétaire général nous indique que la situation en Afghanistan se détériore. Le rapport donne plusieurs raisons à cette détérioration, la plus importante étant l'insécurité et le fait que l'action menée par le Gouvernement et l'aide internationale n'ont pas permis de répondre aux attentes du peuple afghan. Le rapport tire la conclusion logique que la situation en Afghanistan ne peut être traitée par des moyens militaires seulement, et elle affirme la nécessité d'un processus politique basé sur une stratégie globale de réconciliation nationale, qu'a réclamé le Président Karzai, et avant lui le corps législatif du pays et la plupart des autres dirigeants afghans. Il est important que ce processus politique soit accompagné, en parallèle, par des mesures dans le domaine du développement, en vue de créer les conditions économiques et sociales permettant d'offrir une vie digne à tous les Afghans et qui ne les contraindront pas à se tourner vers des moyens de subsistance illégaux tels que le trafic de drogue. Ceci

mettrait un terme à la corruption et à l'extrémisme et permettrait au Gouvernement afghan de regagner la confiance du peuple dans sa capacité de répondre à leurs besoins. Cela exige un engagement international fermement résolu à appuyer la stratégie de développement de l'Afghanistan.

Le paragraphe 23 du rapport nous informe que les insurgés ont continué d'étendre leur présence dans des régions auparavant stables. Ceci dit être combiné avec la situation sécuritaire qui se dégrade, avec la piètre situation économique et avec l'augmentation du chômage et de la corruption. La situation requiert une solution basée sur une approche globale abordant tous ces problèmes.

Le but ultime de la communauté internationale doit être d'aider les Afghans à créer un État démocratique, stable et prospère. Lutter contre l'extrémisme n'est pas un but en soi, en particulier parce que l'emploi de la force ne saurait aboutir seul à la stabilité et à la sécurité. Il doit être soutenu parallèlement par un dialogue ciblé visant à réaliser la réconciliation nationale, dans toutes les régions afghanes, d'un peuple afghan ayant la volonté d'engager un dialogue et d'accepter la Constitution nationale comme base de gouvernance.

Ma délégation demeure gravement préoccupée par le massacre de civils au mépris de tous les appels et déclarations des autorités afghanes, de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organes et organisations internationaux. Dans ce contexte, nous notons que le paragraphe 66 du rapport indique une augmentation de 40 % de victimes civiles par rapport à 2007, 39 % de ces pertes étant attribuées aux forces internationales et aux forces nationales afghanes. Nous réaffirmons notre conviction selon laquelle cette tendance, si elle se poursuit, n'aidera pas à restaurer la paix, la sécurité ou la stabilité. Elle ne peut qu'alimenter l'animosité parmi les citoyens afghans et servira finalement les intérêts des opposants au Gouvernement.

La Libye exprime sa profonde préoccupation à l'égard de la crise alimentaire à laquelle les Afghans pourraient faire face en raison de la sécheresse, ainsi que de l'augmentation des prix des denrées alimentaires. Nous craignons que la crise financière mondiale n'aggrave la crise alimentaire en Afghanistan. Nous regrettons vivement la réponse insatisfaisante de 404 millions de dollars à la suite de l'appel du Vice-Président afghan et de l'Organisation des Nations Unies pour s'attaquer à la crise. Nous

espérons que la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan sera bientôt mise en œuvre, et nous espérons que les donateurs respecteront les engagements qu'ils ont pris à la Conférence de Paris du 12 juin 2008.

Le rapport de mars 2008 du Secrétaire général (S/2008/159) décrit des violations des droits de l'homme et des exemples de torture et de mauvais traitements infligés aux détenus. Il note des allégations de détention prolongée et arbitraire dans les lieux de détention gérés par les forces militaires internationales et indique que la MANUA n'était pas en mesure d'évaluer ces allégations. Le rapport dont nous sommes saisis aujourd'hui ne mentionne aucun progrès à cet égard, il note au contraire que les centres de détention et les prisons sont totalement délabrés. Ma délégation souhaite dès lors indiquer sa préoccupation à l'égard de l'état de prisons en Afghanistan et appeler au respect des droits de l'homme, du droit international et du droit international des droits de l'homme.

Des progrès ont été accomplis dans un certain nombre de domaines, notamment dans les domaines du déminage, de la lutte contre les stupéfiants et de la préparation des prochaines élections. Mais il reste des lacunes, en dépit de tous les efforts qui ont été faits et de tous les engagements qui ont été pris. Nous devons étudier et passer en revue ces lacunes et essayer d'identifier leurs causes.

Ma délégation se félicite des progrès qui ont été accomplis dans le domaine de la coopération bilatérale entre l'Afghanistan et le Pakistan, et nous soulignons la nécessité de renforcer cette coopération, en raison des liens historiques, démographiques et économiques qui existent entre ces deux pays.

Enfin, la Libye appuie la recommandation du Secrétaire général de proroger le mandat de la MANUA, de renforcer son rôle de coordination des efforts internationaux et de lui garantir des ressources et un financement suffisants pour qu'elle puisse établir des bureaux régionaux afin d'accroître ses activités, notamment dans les domaines de la gouvernance, de la justice et des droits de l'homme.

Je reprends maintenant mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

Je donne la parole au représentant de l'Afghanistan.

M. Tanin (Afghanistan) (*parle en anglais*) :
Permettez-moi, Monsieur le Président, de vous féliciter

de votre accession à la présidence du Conseil pour le mois de mars et de vous remercier de la tenue de ce débat. Je voudrais également remercier le Secrétaire général pour son dernier rapport (S/2009/135) sur la situation en Afghanistan. Je remercie également mon ami, M. Kai Eide, pour l'exposé complet qu'il a présenté ici aujourd'hui et pour la manière compétente avec laquelle il dirige les activités de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA). Nous avons pris note des points importants qu'il a soulevés, des suggestions qu'il a faites et des préoccupations qu'il a exprimées.

Le Conseil de sécurité débat de l'Afghanistan à un moment important. Dans deux jours, le peuple afghan fêtera sa nouvelle année, donc une nouvelle perspective d'espoir s'ouvre pour nous aujourd'hui. Les préparatifs des élections présidentielles et provinciales nous donnent la possibilité de renforcer la légitimité et l'unité nationale. L'insécurité qui persiste dans certaines parties du pays menace ces objectifs mais nous donne également un objectif clair pour les prochains mois.

Nous nous réjouissons de l'attention croissante portée à l'Afghanistan par la communauté internationale. Les Afghans sont heureux de constater qu'il y a récemment eu de nombreux examens et recommandations stratégiques, notamment la conférence qui se tiendra à La Haye le 31 mars. Nous espérons que ce nouvel esprit positif nous aidera à poursuivre de manière constructive, unie et coordonnée.

La communauté internationale doit s'associer à l'Afghanistan dans cet enthousiasme. Ces huit dernières années, l'Afghanistan a réalisé des progrès. Nous pouvons continuer à accomplir des progrès. Les Afghans attachent beaucoup d'importance à un processus démocratique légitime sans exclusive, comme nous le voyons dans la vaste participation au débat national sur les prochaines élections. Les Afghans veulent faire en sorte que l'avenir de leur pays s'inscrive dans la poursuite de la modernisation pacifique qui a commencé au début du XX^e siècle.

Les Afghans sont impatients de travailler avec la communauté internationale pour éliminer la menace posée par le Taliban, Al-Qaida et les autres groupes terroristes. Les Taliban ne sont pas des éléments constitutifs de la société afghane. Ils sont le fruit de la violence, des madrassas transfrontières et de l'endoctrinement étranger qui a perturbé notre société

stable. Aujourd'hui, 4 % d'Afghans seulement souhaitent voir les Taliban au pouvoir.

La communauté internationale doit également être encouragée par le fait que les Afghans ont approuvé l'intervention dirigée par les États-Unis en 2001. Les Afghans se sont félicités de la défaite des terroristes et des extrémistes qui ont envahi et souillé notre patrie. Tant que les forces internationales continueront de nous garantir la sûreté, la sécurité et la promesse d'un avenir démocratique, les Afghans continueront d'être des alliés loyaux. Dans le même temps, les Afghans sont habités par le besoin pressant de laisser derrière eux les heures sombres qu'ils ont traversées. La dévastation causée par les Taliban nous rappelle sans cesse les conséquences néfastes de la négligence de la destruction engendrée par la guerre. La plus grande erreur de notre temps est d'oublier que les ravages de la guerre engendrent colère, désespoir et radicalisme.

Le monde a le devoir d'agir pour que les Taliban et Al-Qaida ne reviennent pas au pouvoir. Cette obligation est morale mais aussi d'ordre pratique. Les sévices ignobles infligés aux civils, notamment aux femmes et aux enfants, où que ce soit, représentent une menace à la liberté en tous lieux. D'un point de vue pratique, le terrorisme ne connaît pas de frontières. Les attentats perpétrés à New York, Londres, Mumbai et Kaboul par les mêmes groupes montrent que la menace présente en Afghanistan est, en fait, une menace mondiale. Une action mondiale doit répondre à une menace mondiale.

Les Afghans ont compris l'importance de notre partenariat avec la communauté internationale. Nos plus grandes réalisations – notre constitution, les élections, les améliorations apportées à l'Armée nationale afghane, à l'infrastructure, à l'éducation et à la santé – sont les projets qui ont bénéficié de l'engagement international le plus vigoureux. Le dévouement de la communauté internationale porte ses fruits.

Mais nous ne venons que de commencer. Nous n'avons pas accompli tout ce que nous devons réaliser dans les domaines où les Afghans ont reçu une attention moins soutenue de la part de la communauté internationale, notamment en ce qui concerne la Police nationale afghane, la gouvernance, la corruption et la réforme judiciaire. À l'issue de la Conférence de Bonn en 2001, la stratégie dite d'empreinte légère adoptée par la communauté internationale a assuré une

participation minimale en Afghanistan. Nous venons tout juste de recentrer notre démarche, nous ne pouvons donc pas nous attendre à des résultats immédiats. Il faut du temps pour édifier une société stable, prospère et démocratique après plus de 30 années de guerre. Les progrès sont un processus qui prend du temps. Nous devons donc maintenir le cap. Il nous reste un travail important à réaliser.

Ce travail doit être axé sur la priorité consistant à avoir un État autonome et performant qui sert les Afghans, car un État performant est le meilleur rempart contre le terrorisme. Seul un Afghanistan démocratique et stable viendra à bout de la terreur et de la destruction. La démocratie doit être renforcée, pas affaiblie.

Nous devons adopter une stratégie globale pour renforcer l'État afghan. Je voudrais aujourd'hui mettre en exergue quelques domaines sur lesquels nous devons nous concentrer.

Premièrement, nous devons garantir des élections libres, équitables et transparentes en août. Ce processus doit encourager un débat protecteur et sans exclusive qui renforce la légitimité des institutions que nous avons déjà créées grâce au processus de Bonn.

Deuxièmement, l'appropriation du processus par les Afghans doit demeurer le fondement des efforts de la communauté internationale. Nous comprenons que la principale responsabilité de notre pays nous incombe. Nous accomplirons notre tâche. Le développement économique doit donc continuer d'être réalisé par le biais de la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan et des priorités de Paris. Nous devons veiller à ce qu'une aide et des compétences soient disponibles rapidement et fournies de manière efficace et transparente. Chaque centime en Afghanistan doit être versé aux Afghans. Nous devons également continuer de mettre en place l'armée et la police afghanes afin que les Afghans puissent jouer un rôle accru dans la lutte contre le terrorisme. Il faudrait que les Afghans exercent un contrôle accru des opérations menées conjointement avec nos partenaires internationaux et placer davantage l'accent sur la prévention des victimes civiles.

Nous tenons à souligner également que la réconciliation ne peut se faire que sous la direction du Gouvernement afghan. Le Gouvernement afghan reconnaît l'importance d'une solution politique. Nous négocions avec les éléments des Taliban qui acceptent de se réconcilier, mais tout pourparler doit se fonder

sur le plein respect de la Constitution afghane et être mené à partir d'une position de force.

Troisièmement, les Afghans saluent la nouvelle attention, qui protège la souveraineté de notre État, portée au plan régional à nos problèmes. Nous nous félicitons du nouveau processus trilatéral où participent les États-Unis, l'Afghanistan et le Pakistan, qui a été lancé récemment à Washington, D.C., et nous espérons que la coopération sera accrue à l'avenir. Nos voisins seront les premiers à jouir d'un Afghanistan stable : moins de réfugiés, moins de stupéfiants et davantage d'échanges.

Aujourd'hui, les Afghans espèrent que le Conseil de sécurité poursuivra ses efforts, récemment accrus et recentrés, pour nous aider à reprendre pied après des décennies de guerre. Les Afghans se tournent toujours vers la communauté internationale avec beaucoup d'espoir et approuvent pleinement la prorogation du mandat de la MANUA à l'appui du Gouvernement afghan.

Malgré les défis persistants que posent le terrorisme et la violence, malgré les critiques, malgré la résignation et malgré les doutes, nous savons quels ont été les plus beaux moments de notre histoire. L'Afghanistan a commencé son voyage vers la modernisation dans les années 1900. Notre première constitution, adoptée en 1924, a assuré l'éducation moderne pour tous. Avant les années 60, nous avons garanti l'égalité des droits aux hommes et aux femmes. Les Afghans ont cependant survécu et persévéré tout au long de trois décennies au cours desquelles ils ont subi une intervention étrangère, une guerre civile meurtrière et le règne brutal des Talibans. Si nous avons pu faire tout cela en Afghanistan, nous sommes à même de réussir aujourd'hui car mon pays a été, peut être et sera de nouveau un carrefour pacifique et démocratique de notre région et un membre actif de la communauté mondiale. C'est avec espoir que nous entamons la nouvelle année.

Le Président (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Canada.

M. McNee (Canada) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de me donner l'occasion de prendre la parole devant le Conseil de sécurité sur cette question fort importante. Le Canada continue de soutenir le Gouvernement et le peuple afghans dans les efforts qu'ils déploient pour ramener la stabilité dans leur pays et lui assurer un avenir pacifique. Je voudrais remercier le Représentant

spécial du Secrétaire général pour l'exposé honnête et riche en informations qu'il a présenté aujourd'hui et pour son profond attachement à l'Afghanistan et à la Mission des Nations Unies.

Le Canada accueille favorablement le rapport récent du Secrétaire général (S/2009/135), qui présente une évaluation franche de la situation en Afghanistan. Le Secrétaire général y expose quelques-uns des progrès accomplis. Les Afghans et la communauté internationale travaillent de concert pour renforcer les institutions, combattre le terrorisme, contenir la production de stupéfiants et améliorer le sort de la population en assurant un meilleur accès à l'éducation et aux services de santé, ainsi que l'aide à l'agriculture.

Pour sa part, le Canada a restructuré ses efforts – militaires et civils – de manière à se concentrer sur des objectifs clairs dans six secteurs prioritaires, afin de mieux cibler notre engagement et de le rendre plus efficace. Ces priorités nous paraissent essentielles dans l'optique du transfert progressif de responsabilités aux Afghans.

Plus particulièrement, le Canada aide à améliorer les capacités des forces de sécurité nationale afghanes. Par ailleurs, nous poursuivons la remise en état du barrage de Dalila et du réseau d'irrigation de Kandahar, ce qui améliorera le sort de milliers d'agriculteurs de la région et de leur famille. Nous construisons et remettons en état des écoles. Nous facilitons aussi le dialogue entre Afghans et Pakistanais sur la sécurité de la frontière, et nous collaborons avec l'ONU pour aider les Afghans à se préparer à l'élection présidentielle et aux élections aux conseils provinciaux qui auront lieu en 2009.

Le Secrétaire général nous rappelle les nombreux défis qui nous attendent, y compris la montée de la violence et la corruption généralisée. Le peuple afghan, le Gouvernement afghan et la communauté internationale doivent continuer de relever ces défis avec détermination, dans l'unité et avec la volonté d'agir rapidement.

Le Canada se réjouit de l'engagement pris par le Représentant spécial, M. Eide, de renforcer la présence de l'ONU dans tout le pays. À notre avis, ceci doit se traduire par le renforcement des bureaux régionaux et provinciaux et par l'ouverture de nouveaux bureaux si nécessaire.

Le Canada attend avec intérêt de voir les résultats positifs de la nouvelle approche intégrée qui réunit,

entre autres, la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), le Gouvernement afghan et d'autres dans la planification et la coordination d'initiatives relatives à la sécurité, au développement et à la gouvernance dans des districts clefs. Le Canada se tient prêt à travailler en étroite collaboration avec la MANUA sur cette nouvelle approche. Le Canada entend aussi travailler avec le Représentant spécial, M. Eide, pour que la MANUA continue de remplir son mandat et de jouer son rôle de conseiller, de coordonnateur et de leader de la mission civile internationale.

Dans ce contexte, nous notons avec plaisir les progrès réalisés par la MANUA au cours de l'année écoulée dans la rationalisation des structures de coordination à Kaboul, ainsi que dans la création d'une unité sur l'efficacité de l'aide. Nous nous réjouissons aussi à l'avance de la coordination accrue sur le terrain qui permettra de répondre efficacement aux besoins humanitaires immédiats. La MANUA est dotée d'un mandat suffisamment solide pour affronter les problèmes qui se posent en Afghanistan, et ses ressources additionnelles lui permettront maintenant d'agir davantage. Nous comptons recevoir des rapports réguliers sur les progrès qu'elle accomplira dans l'exécution de son mandat.

Le Gouvernement afghan, la MANUA et la communauté internationale doivent désormais démontrer des résultats au peuple afghan, afin qu'il puisse de nouveau croire en ses propres institutions et en sa propre capacité de bâtir un avenir meilleur.

Pour démontrer ces résultats, l'ONU doit assurer une présence forte et positive dans tout l'Afghanistan. Cela vaut tout particulièrement dans le domaine de l'aide humanitaire. Le Canada se félicite du déploiement d'agents humanitaires supplémentaires de l'ONU à Kaboul et il espère qu'il sera bientôt suivi d'un renforcement de la présence humanitaire de l'ONU dans les provinces, où elle est surtout nécessaire. Pour rester crédible aux yeux des Afghans, l'ONU doit élargir son rayon d'action et veiller à l'acheminement rapide de l'aide humanitaire pertinente.

Il est de plus en plus difficile, étant donné l'augmentation du nombre d'incidents violents impliquant civils et la multiplication des attaques contre les travailleurs humanitaires, de mener des actions humanitaires plus étendues dirigées par des

civils, notamment en ce qui concerne l'acheminement de l'aide. Il restera prioritaire de défendre le droit international humanitaire et l'importance du respect de l'espace humanitaire.

À cet égard, nous encourageons une coordination accrue entre l'ONU, la FIAS, le Gouvernement afghan et la communauté internationale. Il est essentiel de donner à des acteurs humanitaires neutres et impartiaux un accès humanitaire libre et total, en toute sécurité et dans tout l'Afghanistan pour qu'ils puissent répondre aux besoins urgents.

Le Secrétaire général fait remarquer que 2009 est une année critique pour l'Afghanistan, au cours de laquelle de très importantes élections présidentielles et provinciales sont prévues. La communauté internationale a un rôle crucial à jouer en aidant les Afghans à organiser ces élections, car leur succès résultera de la coordination et de la coopération nationales et internationales, y compris la surveillance internationale, ainsi que de l'accès aux urnes des électeurs et de leur sécurité. Nous devons tout d'abord, en coopération avec la Commission électorale indépendante, faire en sorte que les élections soient crédibles aux yeux des Afghans.

Le Secrétaire général souligne quelques nouvelles encourageantes en Afghanistan : les institutions sont renforcées et l'Armée nationale afghane renforce ses rangs et devient plus autonome. La lutte contre les stupéfiants progresse et l'on s'attend à ce que la récolte de pavot soit sensiblement réduite cette année. Cette perspective est vraiment encourageante, mais la lutte contre la production de stupéfiants ne doit pas s'arrêter à l'élimination du pavot. Il est important aussi de mettre l'accent sur des programmes qui offrent d'autres moyens de subsistance aux Afghans et aux Afghanes et leur ouvrent de plus en plus de possibilités économiques diverses, leur donnant ainsi l'espoir qu'ils pourront bâtir leur avenir par des moyens légitimes.

(l'orateur poursuit en français)

Le Canada travaille avec le Gouvernement afghan, l'ONU, la FIAS et la communauté internationale afin de résoudre les nombreux problèmes qui pèsent encore sur l'Afghanistan. La plupart de ces problèmes, y compris celui des stupéfiants et de l'absence de possibilités économiques légitimes, ne peuvent être réglés durablement que par la coopération régionale.

Nous nous réjouissons que la communauté internationale reconnaisse la dimension régionale des défis auxquels est confronté l'Afghanistan. Nous exhortons tous les partenaires régionaux à collaborer en matière économique et sur les questions de sécurité en toute priorité. Étant donné les défis auxquels fait face le Pakistan, les efforts mutuels des voisins de l'Afghanistan sont plus essentiels que jamais à la stabilité de la région. Le Canada apprécierait un plus grand leadership onusien sur les questions de coordination régionale, car cette coordination est essentielle à la cohérence des efforts régionaux et internationaux.

Les efforts de la communauté internationale visent à aider le Gouvernement afghan à prendre en charge la reconstruction du pays. Il faut que les Afghans puissent faire confiance à leurs institutions et à leur gouvernement. Pour faire naître et grandir cet espoir, les efforts de la communauté internationale doivent être prompts, efficaces, ambitieux et responsables.

En terminant, le Canada tiens à profiter de cette occasion pour louer le travail assidu et le dévouement du personnel de l'ONU et des autres travailleurs civils en Afghanistan. Leur courage et leur engagement face à des conditions de travail dangereuses est une source d'inspiration. Je voudrais enfin réitérer l'engagement du Canada en faveur du peuple afghan et de la Mission des Nations Unies en Afghanistan.

Le Président (*parle en arabe*): Je donne maintenant la parole au représentant de la République tchèque.

M. Kaiser (République tchèque) (*parle en anglais*): J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Union européenne. La Croatie et l'ex-République yougoslave de Macédoine, pays candidats, l'Albanie, le Monténégro et la Serbie, pays du Processus de stabilisation et d'association et candidats potentiels, ainsi que l'Ukraine, la République de Moldova et la Géorgie, s'associent à la présente déclaration.

Je voudrais tout d'abord remercier M. Kai Eide, Représentant spécial du Secrétaire général, de son exposé, de l'excellente manière avec laquelle il dirige la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et de sa coopération avec le Représentant spécial de l'Union européenne, M. Sequi. Je voudrais également exprimer mes remerciements à l'Ambassadeur Tanin, Représentant permanent de

l'Afghanistan, pour la contribution qu'il a apportée au débat d'aujourd'hui.

L'Union européenne remercie le Secrétaire général de son récent rapport complet qui passe en revue les activités de la MANUA en Afghanistan et recense les priorités (S/2009/135). L'Union européenne approuve les recommandations relatives à la MANUA et au renforcement du rôle central qu'elle joue en matière de coordination de l'ensemble des efforts internationaux, en coopération étroite avec d'autres partenaires, notamment la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) et l'Union européenne.

L'Union européenne se félicite également de ce que le rapport du Secrétaire général sera désormais soumis tous les trois mois. En outre, l'Union européenne appuie pleinement le rôle crucial en matière de coordination que jouent la MANUA ainsi que son chef, M. Kai Eide. À cet égard, et compte tenu des proches élections présidentielles et provinciales, l'Union européenne est favorable à la prorogation du mandat de la MANUA pour 12 mois supplémentaires, comme le suggère le Secrétaire général dans son rapport.

L'année 2009 sera déterminante pour l'Afghanistan et pour la participation de la communauté internationale. La situation sécuritaire en Afghanistan demeure problématique, d'autant que les insurgés emploient de plus en plus des tactiques d'attaques asymétriques dirigées contre les civils, les institutions gouvernementales, les organisations d'aide internationales et les organisations non gouvernementales. En dépit de ces difficultés, d'importants progrès ont été enregistrés et l'Union européenne réaffirme qu'elle est déterminée à travailler sur le long terme à l'avènement d'un avenir meilleur pour l'Afghanistan et son peuple.

À cet égard, nous appuyons les efforts déployés par le Gouvernement afghan pour tendre la main à l'ensemble des acteurs de l'échiquier politique et parvenir à une entente politique qui soit la plus large possible. Des solutions politiques reposant sur le dialogue et l'entente sont fondamentales pour parvenir à une solution durable en Afghanistan. L'Union européenne se félicite des efforts du Gouvernement pour rallier les Afghans mécontents au reste de la société.

Ces 12 derniers mois, nous avons constaté des progrès dans le renforcement de l'armée et de la Police

nationales afghanes. Nous avons aussi assisté au lancement de la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan et à une évolution positive de la situation en matière de développement socioéconomique. La communauté internationale doit néanmoins redoubler d'efforts pour veiller à ce que la coordination des activités de développement et de reconstruction dans tout l'Afghanistan soit meilleure et plus efficace. Un élément déterminant consiste à fournir un appui coordonné et efficace au renforcement des forces de sécurité afghanes. Il est également capital de consolider les institutions gouvernementales et de lutter activement contre la corruption. Même un gouvernement légitime se heurtera à des obstacles si l'État est faible et la gouvernance médiocre. Il ne peut y avoir de stabilité sans une gouvernance durable.

Bien que le trafic des stupéfiants constitue toujours une source de préoccupation, l'Union européenne se félicite de constater qu'après avoir atteint un nouveau record en 2007, la culture du pavot a décliné l'année passée et qu'une nouvelle baisse est prévue en 2009. La diminution de 20 à 30 % attendue dans la production d'opium laisse espérer que le nombre de provinces où le pavot n'est pas cultivé passera à 22. Par ailleurs, le renforcement de la coopération internationale en matière de contrôle des précurseurs chimiques nécessaires à la production de l'héroïne aide à lutter contre le trafic des drogues. L'Union européenne encourage également le Gouvernement afghan à accélérer, avec l'aide de la communauté internationale, la mise en œuvre de la Stratégie nationale de lutte contre la drogue, y compris grâce à des programmes d'activités économiques de substitution.

Le principal défi auquel l'Afghanistan va être confronté au cours des 12 prochains mois sont les élections à venir, qui s'avèrent déterminantes pour la poursuite du développement politique. Il est important que ces élections réaffirment la foi du peuple afghan dans son avenir. À cet égard, nous appuyons les efforts du Gouvernement afghan pour tendre la main à l'ensemble des acteurs de l'échiquier politique et parvenir à une entente politique qui soit la plus large possible.

L'Union européenne accorde la plus haute importance à la tenue d'élections libres et ouvertes à tous en Afghanistan et elle se félicite que la date des élections présidentielles et provinciales ait été confirmée par la Commission électorale indépendante. Il incombe désormais aux autorités afghanes, à tous les

partis politiques et aux autres acteurs concernés d'œuvrer en faveur d'élections transparentes, équitables et crédibles afin de garantir la légitimité du prochain gouvernement et de le doter d'un mandat solide.

Le Représentant spécial de l'Union européenne, M. Sequi, continuera à surveiller l'évolution de la situation politique et sécuritaire, et l'Union européenne est disposée à travailler de concert avec le Gouvernement afghan, l'ONU et la FIAS pour aider l'organisation des élections dans tout le pays, notamment en fournissant une aide financière substantielle et, si les conditions en matière de sécurité et autres sont remplies, en déployant sur place une mission d'observation électorale. Pendant la période allant du 22 mai à l'investiture du prochain président, la stabilité, la sécurité et le bon fonctionnement du Gouvernement doivent être garantis.

Au nom de l'Union européenne, je voudrais insister sur l'engagement continu de l'Union en Afghanistan, notamment grâce à des programmes bilatéraux de coopération d'États membres de l'Union et à la stratégie d'aide de la Commission européenne. L'Union européenne étudie actuellement la manière d'améliorer et de renforcer sans délai sa participation. L'Union européenne est le deuxième contributeur financier en Afghanistan. La contribution collective promise par l'Union européenne pour la reconstruction s'élève à 8 milliards d'euros pour la période 2001-2010. La Commission européenne s'est engagée à verser 700 millions d'euros à l'Afghanistan entre 2007 et 2010, et ses États membres fournissent actuellement environ la moitié des contingents de la FIAS.

L'Union européenne est vivement attachée à l'amélioration des structures étatiques en Afghanistan et elle a acheminé environ 30 % de son budget d'aide par l'entremise de fonds d'affectation spéciale multidonateurs, tels le Fonds d'affectation spéciale pour la reconstruction de l'Afghanistan et le Fonds d'affectation spéciale pour l'ordre public, qui contribuent essentiellement à la reconstitution des forces de police afghanes.

Dans le cadre de la démarche globale qu'elle a adoptée à l'égard de l'Afghanistan, l'Union européenne a lancé, à la mi-juin 2007, une mission de police en Afghanistan. Cette mission a bénéficié de contributions des États non membres que sont la Norvège, le Canada, la Nouvelle-Zélande et la Croatie. Cette mission entend contribuer à la mise en place

d'arrangements durables et efficaces en matière de police civile, placés sous contrôle afghan et répondant aux normes internationales. De manière plus spécifique, la mission assure des fonctions de surveillance, de formation, de conseils et d'entraînement au niveau du Ministère afghan de l'intérieur ainsi que dans les régions et les provinces. Sa zone de déploiement inclut Kaboul ainsi qu'une quinzaine de provinces d'Afghanistan.

L'Union européenne tient à réaffirmer qu'elle est déterminée à contribuer à long terme à la paix, à la sécurité et au développement conformément à son mandat, soutenant la création d'une police afghane placée sous contrôle national. À cet égard, elle a décidé d'augmenter considérablement et progressivement les effectifs de la Mission à partir de décembre 2008, ce qui permettra à la Mission, sur la base d'un mandat renouvelé, de renforcer ses activités d'appui à la Police nationale afghane et de contribuer à sa réforme. Cependant, cela exigera des ressources supplémentaires de la part des États contributeurs.

L'Union européenne est attachée à l'amélioration de la gouvernance et de l'état de droit en Afghanistan et réaffirme son attachement au renforcement des capacités dans les secteurs de la justice et de l'état de droit. La lutte contre la corruption, l'impunité et les violations des droits de l'homme, en particulier la violence contre les femmes, est au cœur de la bonne gouvernance et l'Union européenne attend des autorités afghanes qu'elles fassent respecter les droits fondamentaux garantis par la Constitution de l'Afghanistan et par le droit international. À cet égard, l'Union européenne encourage la MANUA à continuer d'exécuter son mandat de surveillance, en particulier en ce qui concerne la situation des droits des femmes.

En ce qui concerne la situation humanitaire grave qui règne en Afghanistan, l'Union européenne se félicite de la présence renforcée du Bureau de la coordination des affaires humanitaires en Afghanistan qui a pour but d'améliorer la coordination humanitaire. L'Union européenne souligne l'importance de la liberté d'expression et de la diversité des médias en Afghanistan et, à cet égard, demande au Gouvernement afghan d'adopter la loi sur les médias sur laquelle la chambre basse du Parlement s'est déjà prononcée favorablement.

Il est certain que la stabilité et la sécurité en Afghanistan sont étroitement liées à la stabilité de la région dans son ensemble. L'Union européenne appuie

fermement l'élaboration d'une approche coordonnée au niveau régional et le renforcement de la coopération entre l'Afghanistan et ses voisins pour lutter contre des menaces telles que le terrorisme et le trafic de drogues. L'Union européenne demande aux pays voisins de travailler ensemble d'une manière constructive pour garantir un développement durable intégré dans une région stable.

Promouvoir la stabilité en Afghanistan est dans l'intérêt de tous les pays de la région et de la communauté internationale dans son ensemble. À cet égard, l'Union européenne se félicite de l'organisation de la Conférence de coopération économique régionale sur l'Afghanistan à venir qui se tiendra à Islamabad et de la session de sensibilisation de la Réunion ministérielle du G-8 qui se tiendra à Trieste les 26 et 27 juin 2009. L'Union européenne se félicite également de l'organisation de la conférence intitulée « Conférence internationale sur l'Afghanistan : une stratégie globale dans un contexte régional » qui se tiendra à La Haye le 31 mars.

Pour terminer, je tiens à assurer le Conseil que l'Union européenne continuera de jouer un rôle actif d'appui à l'Afghanistan, en étroite coopération et coordination avec les autres acteurs internationaux sur le terrain, y compris l'ONU.

Le Président (*parle en arabe*) : Malheureusement, nous allons bientôt manquer de temps et je demande donc à toutes les délégations de bien vouloir limiter leur déclaration à cinq minutes.

Je donne maintenant la parole au représentant de la Norvège.

M. Wetland (Norvège) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de l'occasion qui m'est donnée de prendre la parole.

La situation en Afghanistan doit être évaluée en tenant compte du fait que le pays sort d'un abîme. Tout en respectant les engagements qu'elle avait pris lors de la Conférence de Paris l'année dernière, la Norvège reste pleinement attachée à la reconstruction de l'Afghanistan. À cette conférence, la Norvège avait annoncé qu'elle verserait 650 millions de dollars au cours de la période prévue par la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan. Plus de 600 hommes et femmes norvégiens en uniforme contribuent à assurer la sécurité du peuple afghan et à former l'armée nationale afghane. Aucun autre pays ne reçoit autant d'aide au développement de la Norvège et aucun autre

pays n'accueille autant de militaires et de personnel affecté au développement norvégiens. Telle est la mesure de notre engagement en Afghanistan.

Nous remercions le Représentant spécial Kai Eide de sa direction éclairée et de son exposé énergique ici aujourd'hui. Le rapport du Secrétaire général (S/2009/135) donne également une idée précise des nombreux défis auxquels nous faisons face. Nous sommes également préoccupés par le fait que les Taliban sont en train de déstabiliser des régions qui étaient stables auparavant et montrent un mépris de plus en plus profond pour la vie des civils.

Mais nous devons aller au-delà de ces terribles actes de violence et nous concentrer sur les résultats à long terme qui sont les éléments constitutifs d'un meilleur Afghanistan. Pour ne mentionner que quelques tendances positives, les forces de sécurité afghanes, entraînées par leurs partenaires internationaux, ont élargi leur rayon d'action; la production de pavot a baissé dans de nombreuses parties du pays et le Gouvernement et les donateurs travaillent ensemble pour dynamiser le secteur agricole.

Je tiens à soulever trois points ici aujourd'hui : les élections, la situation des femmes et notre effort international conjoint.

Premièrement, en ce qui concerne les élections, des élections libres et régulières doivent avoir lieu en août. Les six prochains mois seront un test pour la démocratie afghane. Plus de 4 millions d'électeurs ont été inscrits au début de cette année et 1,6 million parmi ces nouveaux électeurs sont des femmes. Elles s'ajoutent aux 12 millions d'électeurs déjà inscrits. Certains disent que l'Afghanistan n'est pas prêt pour la démocratie. Les 4 millions d'électeurs et plus qui se sont récemment inscrits pensent de toute évidence que l'Afghanistan est prêt et qu'ils devraient pouvoir se prononcer. Il ne devrait pas y avoir le moindre doute dans l'esprit de tout Afghan que les élections auront lieu au moment prévu par la Commission électorale indépendante. La Norvège a appuyé le processus électoral en fournissant 12 millions de dollars par l'intermédiaire du Programme des Nations Unies pour le développement. Les libertés d'expression, de la presse et de réunion doivent être garanties pour s'assurer que les élections soient libres et régulières.

Deuxièmement, la situation des femmes en Afghanistan s'est dans l'ensemble aggravée d'une façon préoccupante. Nous nous rappelons l'histoire de Latefa : on lui a jeté de l'acide au visage lorsqu'elle se

rendait à l'école, mais elle a affirmé que l'agression ne l'empêcherait pas d'apprendre. Le cadre supérieur féminin le plus en vue dans la police à Kandahar a été assassiné avant même de pouvoir devenir un modèle pour de nombreuses jeunes filles. Les droits des femmes sont consacrés dans la Constitution afghane, mais, pour les protéger, il faut une impulsion politique. De plus en plus, les hommes afghans doivent changer leur mentalité et, de plus en plus, heureusement, ils comprennent que les enfants ont moins de chance de réussir lorsqu'ils sont élevés par des mères analphabètes. Les pays pauvres restent pauvres lorsqu'ils tyrannisent les femmes et l'Afghanistan ne saurait avancer sans la participation active de ses femmes.

Troisièmement, j'ai récemment effectué une recherche sur Internet pour le site de la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan. J'ai trouvé une page qui me disait que le site était en construction. Près d'un an après la Conférence de Paris, cela semble être également vrai pour la Stratégie elle-même. Tant les donateurs que le Gouvernement afghan doivent redoubler d'efforts pour tenir les engagements que nous avons pris à Paris. Nous devons expliquer ce que nous faisons et accepter que l'on coordonne nos actions. Le Gouvernement afghan doit tenir sa promesse de lutter contre la corruption et les stupéfiants.

Le rôle de coordination de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) est crucial pour nos efforts en Afghanistan. La MANUA jouera un rôle essentiel d'appui aux élections à venir. Nous nous félicitons de la prorogation du mandat de la MANUA. Nous rendons hommage aux hommes et femmes de la MANUA et continuerons d'appuyer leur mission fondamentale.

Le Président (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Allemagne.

M. Ney (Allemagne) (*parle en anglais*) : Je tiens à m'associer à mes collègues pour remercier le Secrétaire général Ban Ki-moon de son rapport (S/2009/135) et le Représentant spécial Kai Eide pour son exposé d'aujourd'hui. Par ailleurs, je tiens à remercier tout particulièrement l'Ambassadeur Tanin pour sa déclaration.

L'Allemagne appuie pleinement la déclaration faite par la présidence de l'Union européenne et partage l'analyse qu'elle a faite de la situation en Afghanistan. En tant que pays contribuant fortement à

la reconstruction civile et aux programmes de développement pour l'Afghanistan et en tant que grand pays fournisseur de contingents pour les opérations de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) sous mandat des Nations Unies, l'Allemagne tient à mettre en relief quatre points.

Premièrement, le processus électoral en Afghanistan est une étape importante dans la consolidation du développement de la démocratie en Afghanistan. La communauté internationale, en particulier grâce au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), aide avec succès la Commission électorale indépendante à préparer ces élections. Nous attendons avec beaucoup d'intérêt la mise en œuvre du processus politique à Kaboul pour assurer un climat stable aux élections prochaines. Nous sommes convaincus que nos partenaires afghans veilleront à assurer un processus viable et stable qui conduira le pays de mai à août.

L'Allemagne a toujours appuyé le projet PNUD-ELECT en donnant 10 millions de dollars en 2008. En 2009, l'Allemagne dotera ce projet de 12 millions de dollars supplémentaires. En ce qui concerne le processus électoral en particulier, la sécurité demeure une question d'importance cruciale. Dans ce contexte, l'Allemagne va, comme il l'a précédemment indiqué, augmenter le nombre de contingents sur le terrain afin d'aider à garantir des élections libres et régulières en Afghanistan. L'Allemagne condamne énergiquement les attaques récentes perpétrées contre les candidats politiques en Afghanistan.

En ce qui concerne le plus large développement des forces de sécurité nationales afghanes, l'Allemagne a encore intensifié ses efforts dans le domaine de la formation de la police en fournissant les formateurs et les équipes d'encadrement et a récemment commencé la mise en œuvre du programme de développement de district à Mazar-e-Sharif. Nous avons l'intention d'étendre le programme de développement de district à d'autres zones au cours de cette année.

Deuxièmement, la maîtrise et la bonne gouvernance afghanes demeurent des éléments clefs pour assurer le succès des efforts de la communauté internationale en vue de développer l'aide au développement en Afghanistan. Nous encourageons le Gouvernement afghan à lutter contre la corruption et le commerce et la production des stupéfiants, et ce avec encore plus de dévouement.

Troisièmement, l'Allemagne continuera de soutenir la reconstruction et le développement en Afghanistan. L'année 2009 voit déjà une nouvelle augmentation des contributions allemandes, lesquelles s'élèvent à la somme de 220 millions de dollars au total. Nous sommes convaincus que la MANUA doit continuer à jouer un rôle de chef de file dans la coordination de l'ensemble de l'action civile de la communauté internationale, tel que cela a été convenu l'été dernier à Paris. À cet égard, nous appuyons énergiquement le processus du Conseil conjoint de coordination et de suivi en tant que principal mécanisme consultatif. En tant que l'un des principaux contributeurs au budget de l'Organisation des Nations Unies, nous avons délibérément appuyé la considérable augmentation du budget de la MANUA pour l'année 2009 et nous attendons avec intérêt de constater des résultats concrets.

Dans ce contexte, l'Allemagne appuie pleinement la prorogation du mandat de la MANUA et se félicite de l'augmentation des membres du personnel de la MANUA sur le terrain. Nous sommes heureux de noter que, de notre point de vue, la présence accrue de la MANUA dans les régions commence déjà à porter ses fruits, y compris dans les secteurs de Mazar-e-Sharif, de Kunduz et de Faizabad.

Quatrièmement et pour terminer, nous souhaitons souligner l'importance d'une approche régionale pour résoudre les problèmes auxquels nous sommes confrontés, et pas seulement en Afghanistan, et nous encourageons un renforcement de la coopération dans tous les domaines. Une telle coopération demeure indispensable pour assurer un avenir pacifique et durable en Afghanistan et profitera ainsi au développement de la région tout entière.

Dans ce contexte, nous attendons avec intérêt la conférence qui doit se tenir à La Haye dans le courant de ce mois, et la considérons comme étant l'occasion d'exprimer la volonté de la communauté internationale de continuer à aider l'Afghanistan et la région.

Je souhaite terminer en remerciant M. Kai Eide pour les efforts qu'il déploie sans relâche et pour la manière compétente dont il dirige la MANUA. La communauté internationale et l'Afghanistan ont déjà parcouru un long chemin. En dépit de tous les défis qu'il reste à relever, nous avons pu aider à améliorer des conditions de vie en Afghanistan et à construire des écoles pour les garçons et les filles, des hôpitaux, des ponts, des rues, etc.

Un tel succès n'a été possible que grâce à l'ensemble des femmes et des hommes du monde entier qui sont disposés à servir en Afghanistan. Je souhaite saisir cette occasion pour les remercier de tous leurs efforts inlassables et pour leur engagement personnel. Nous voudrions remercier toutes les équipes qui travaillent sous les auspices de la MANUA, y compris le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Bureau de coordination des affaires humanitaires (BCAH), ainsi que les nombreuses organisations non gouvernementales, les membres du corps diplomatique et, enfin et surtout, l'ensemble des membres du personnel des forces de sécurité pour les efforts qu'ils déploient en vue d'améliorer la vie des Afghans. L'Allemagne se montrera à la hauteur de ses responsabilités internationales et continuera de soutenir les Afghans.

Le Président (*parle en arabe*): Je donne maintenant la parole au représentant des Pays-Bas.

M. de Klerk (Pays-Bas) (*parle en anglais*): Monsieur le Président, je vous remercie de permettre aux Pays-Bas de prendre la parole à l'occasion d'un débat aussi important que celui sur la situation en Afghanistan. Nous nous associons totalement à la déclaration prononcée par notre collègue de la République tchèque au nom de l'Union européenne (EU). À la lumière de l'attachement que nous portons depuis longtemps à l'Afghanistan, je souhaite faire quelques remarques supplémentaires, en particulier sur la Conférence internationale sur l'Afghanistan qui se tiendra à La Haye le 31 mars prochain, à laquelle de nombreux orateurs ont fait allusion au cours de notre débat.

Avant d'aborder la conférence, je souhaite redire notre gratitude à l'égard de l'appui constant apporté par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) dirigé avec compétence par le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Kai Eide. Nous nous félicitons de sa présence ici, ainsi que de son exposé exhaustif et stimulant aujourd'hui. Nous ne saurions trop insister sur la responsabilité collective qui nous incombe de donner au Représentant spécial l'appui dont il a besoin pour permettre à la MANUA d'accomplir son vaste mandat tel que défini par le Conseil de sécurité.

Nous sommes particulièrement heureux que la MANUA ait établi une présence dans la province d'Uruzgan, où les Pays-Bas, ainsi que d'autres partenaires, fournissent une aide importante ainsi

qu'une coopération, à la fois militaire et en faveur du développement. Nous considérons la présence de la MANUA en Uruzgan comme une reconnaissance des progrès accomplis par les autorités afghanes avec les partenaires internationaux et espérons qu'elle contribuera davantage au développement de structures civiles plus solides dans le sud et à une capacité renforcée des autorités afghanes dans ce domaine. En Uruzgan et ailleurs en Afghanistan, les Pays-Bas sont guidés par le principe selon lequel le développement, la diplomatie et la défense doivent aller de pair.

À notre avis, les autorités afghanes et la communauté internationale, avec l'Organisation des Nations Unies qui joue un rôle de premier plan, sont tous en place pour réaliser des progrès vers nos objectifs communs de sécurité et de développement, et ce en laissant de plus en plus les Afghans s'approprier et diriger le processus. Mais nous sommes également conscients que la situation sécuritaire, le développement économique, la gouvernance, l'état de droit et la situation humanitaire continuent de poser des difficultés. Nous reconnaissons qu'il faut aborder la dimension régionale. À cet égard, nous nous félicitons de l'initiative des Gouvernements pakistanais et japonais concernant la conférence sur le Pakistan qui doit se tenir à Tokyo, le mois prochain.

De nombreux orateurs ont fait allusion aux prochaines élections et à l'importance cruciale qu'auront les prochaines années pour l'Afghanistan. C'est dans cette perspective que les Pays-Bas ont accepté, à l'issue de consultations avec l'Afghanistan et les Nations Unies, d'organiser « la Conférence internationale sur l'Afghanistan : une stratégie globale dans un contexte régional » qui doit se tenir à La Haye, le 31 mars 2009. Nous sommes sincèrement honorés que le Président Karzai et le Secrétaire général Ban Ki-moon, de même que le Premier Ministre des Pays-Bas, M. Balkenende prononcent un discours lors de la Conférence, et que le Représentant spécial Eide, le Ministre des affaires étrangères de l'Afghanistan Spantâ et le Ministre des affaires étrangères des Pays-Bas Verhagen coprésident les discussions ministérielles qui suivront.

Le Gouvernement afghan et les Nations Unies coopèrent étroitement aux préparatifs de cette conférence, préparatifs qui se poursuivent en ce moment même. Nous espérons que la conférence réaffirmera l'attachement ferme et durable de la communauté internationale, tel que défini lors des Conférences de Bonn, de Londres et de Paris, à

façonner un avenir meilleur pour l'Afghanistan et son peuple. Nous partageons l'avis du Représentant spécial Eide selon lequel la conférence fournira une occasion opportune d'avoir une vue d'ensemble de la situation politique, sécuritaire et du développement qui existe actuellement en Afghanistan et donnera ainsi un nouvel élan à nos efforts communs.

Le Président (*parle en arabe*): Je donne maintenant la parole au représentant de l'Italie.

M. Cornado (Italie) (*parle en anglais*): je souhaite remercier l'Ambassadeur Kai Eide, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan, pour son exposé franc, complet et avisé sur la situation en Afghanistan. J'approuve les remarques faites à cet effet par l'Ambassadeur Tanin, Représentant permanent de l'Afghanistan. L'Italie appuie totalement la déclaration prononcée par le représentant de la République tchèque, au nom de l'Union européenne. Je souhaite simplement ajouter quelques remarques à la lumière de notre expérience nationale et de notre engagement civil et militaire en Afghanistan.

Permettez-moi tout d'abord de réaffirmer le plein appui de mon pays au rôle de chef de file de l'ONU dans la coordination de l'effort global déployé par la communauté internationale en Afghanistan afin d'assurer l'efficacité et la transparence accrues de l'aide et de permettre aux Afghans de contrôler le processus. Nous faisons nôtre l'évaluation du Secrétaire général selon laquelle le mandat actuel de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et le budget de 2009 fournissent à la Mission les instruments nécessaires pour exécuter les tâches confiées par ce Conseil et réaffirmées par la Conférence de Paris de juin 2008. Nous souscrivons donc à la recommandation faite par le Secrétaire général de proroger le mandat actuel de la MANUA de 12 mois supplémentaires.

La première priorité en 2009 – une année test cruciale – est de tenir des élections présidentielles et provinciales libres, équitables et transparentes conformément à la Constitution afghane. Ces élections sont essentielles pour obtenir la sympathie et l'adhésion du peuple, assurer la légitimité du prochain gouvernement afghan et lui conférer un mandat solide. Nous nous félicitons donc du fait que la Commission électorale indépendante ait confirmé la tenue des élections en août 2009, et nous encourageons les institutions afghanes à trouver une solution pour veiller

à ce que le gouvernement fonctionne entre le 22 mai et l'investiture du prochain président. Mon Gouvernement a déjà apporté sa contribution au projet UNDP-ELECT, et fournira en outre un appui à la sécurité sur le terrain par le biais de notre participation à la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS).

Les nombreux défis à relever par l'Afghanistan et la région supposent une mobilisation internationale renouvelée, une approche globale et un engagement à long terme pour travailler avec le peuple et les institutions du pays. La sécurité générale s'est dégradée au cours du mois dernier et l'insurrection a mené des attaques plus graves. Dans son rapport (S/2009/135), le Secrétaire général a constaté que deux tendances inquiétantes s'affirmaient : des tentatives de déstabiliser de nouveaux secteurs et davantage d'attaques plus sophistiquées et plus asymétriques de la part des forces rebelles, ce qui prélève un tribut plus élevé en vies humaines. Le renforcement des effectifs militaires annoncé devrait permettre d'assurer une plus grande sécurité, des élections libres et équitables et de créer un environnement propice à une bonne gouvernance et au développement.

Nous devons également continuer à employer tous les moyens possibles pour réduire le nombre de victimes civiles. La FIAS a fait beaucoup à cet égard grâce à l'amélioration des directives tactiques et à une transparence accrue. Nous devons également renforcer la prise en main par les Afghans et leur responsabilité des opérations militaires.

Le seul fait d'accroître l'effort militaire ne sera toutefois pas suffisant. Nous devons amplifier l'assistance de la communauté internationale aux autorités afghanes aux fins de renforcer les forces militaires et de police par le biais de la formation, des conseils et de l'autonomisation. L'Italie a déjà six équipes de liaison spécialisées dans l'instruction qui sont intégrées dans diverses unités de l'Armée nationale afghane, et une septième équipe sera bientôt mise en service. Avec nos Carabinieri, nous assurons également un appui et une formation en vue de reconstituer la Police nationale afghane. L'Italie est également l'un des principaux fournisseurs de contingents à la Mission de police de l'Union européenne en Afghanistan, et le Gouvernement italien envisage d'autres contributions.

Les efforts militaires doivent s'accompagner d'une assistance civile et économique accrue. Nos

interventions sont dirigées vers les secteurs de la santé et des infrastructures et vers d'autres domaines intersectoriels tels que les droits de la femme, l'assistance aux réfugiés et aux personnes déplacées, la sécurité alimentaire, le déminage et la lutte contre le trafic d'enfants. Nous sommes également déterminés à améliorer la gouvernance en Afghanistan et à renforcer les capacités de l'administration civile du pays aux niveaux central et local.

Nous avons suivi avec un vif intérêt les observations faites par le Représentant spécial du Secrétaire général, notamment l'évolution positive récente dans le domaine crucial de la gouvernance. Le Représentant spécial a insisté sur l'importance de la coopération entre les éléments clefs au sein du Gouvernement, ce qui a amélioré certains secteurs critiques tels que la sécurité, les finances, l'agriculture et le commerce.

Les efforts que nous déployons dans le domaine de la justice et de la primauté du droit depuis la phase initiale d'après conflit sont bien connus. L'échelonnement des programmes et la mise en œuvre planifiée d'un programme de justice nationale afghane continuent de revêtir une importance cruciale. Il faut que toutes les institutions afghanes concernées mènent une action coordonnée dans toutes les provinces.

La situation en Afghanistan est une question régionale. Elle nécessite donc de plus en plus, et d'urgence, une approche inclusive. C'est pourquoi nous nous félicitons des efforts déployés actuellement par le Gouvernement afghan et par plusieurs partenaires, pays voisins ou de la région pour établir une confiance et une coopération mutuelles. Suivant l'exemple de ses précédentes présidences du G-8, l'Italie souhaite continuer à renforcer l'engagement du G-8 en faveur de l'Afghanistan. À cette fin, nous avons l'intention d'organiser une réunion ministérielle de sensibilisation avec la participation de pays partenaires, de pays voisins et des autres parties prenantes clefs, qui doit se tenir à Trieste les 26 et 27 juin. Nous avons l'intention de nous concentrer sur quatre domaines où la coopération multilatérale est importante et doit encore être renforcée : gestion des frontières, trafic des stupéfiants et blanchiment de l'argent, projets transfrontières et mesures d'établissement de confiance au niveau de la société civile.

Le Président (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Inde.

M. Sen (Inde) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur, d'avoir organisé ce débat sur la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA). Ce débat revêt un intérêt immédiat et continu pour l'Inde. Nous nous félicitons également du dernier rapport du Secrétaire général (S/2009/135), tout en remerciant le Représentant spécial Kai Eide de son exposé détaillé.

Le dernier rapport peint un tableau sombre de la situation en Afghanistan. Nous acceptons ces faits. Nous ne pouvons que reconnaître que le peuple afghan continue de se heurter au défi de la dégradation de la sécurité et à l'impression que les dividendes de la paix diminuent. Dans le même temps, la communauté internationale se heurte à un nouveau défi sécuritaire de la part des Taliban et d'Al-Qaïda et à des remises en question de plus en plus bruyantes quant à l'utilité de notre effort collectif.

Pourtant, le rapport contient également des éléments d'espoir. Nous constatons que l'effort de l'ONU pour assurer une coordination et une cohésion accrues dans nos programmes d'aide et d'assistance enregistre des progrès constants. Le rapport loue également les efforts visant à réformer le Ministère de l'intérieur et la police, l'action des divers ministères économiques et les progrès constants enregistrés dans la réduction de la production de pavot. Il voit également comme un signe de progrès le fait que la Commission électorale indépendante organisera les prochaines élections.

En outre, le fait que les élections soient chaudement disputées est de bon augure. Nous espérons que les élections seront libres, régulières et transparentes et que le peuple afghan exercera ses droits de cette manière. Dans le même temps, la communauté internationale doit s'assurer qu'au cours de la période précédant les élections, les gains enregistrés collectivement en Afghanistan seront renforcés et non pas érodés en aucune manière. Dans ce contexte, nous condamnons l'attaque terroriste perpétrée aujourd'hui contre des représentants du peuple afghan.

Alors que le rapport, à notre avis, considère à juste titre cette évolution positive comme une occasion momentanée de consolider les acquis, il faut répondre aux doutes qui planent sur notre objectif collectif. Soyons clairs : le monde ne peut pas se permettre d'abandonner une fois encore l'Afghanistan. Malgré les tensions, cette mission demeure vitale non

seulement pour les aspirations du peuple afghan qui souffre depuis longtemps, mais également pour la sécurité et la stabilité de la région et au-delà. Les doutes, les hésitations et les divergences dans notre approche des Taliban et d'Al-Qaida affaiblissent notre volonté collective. Ils renforcent également notre ennemi. En conséquence, outre l'emploi continu de la force là où les groupes terroristes sont actifs, nous devons œuvrer de concert pour leur refuser des asiles sûrs, des moyens de financement, une aide matérielle et politique, que ce soit en Afghanistan ou au-delà de ses frontières. L'usage de la force partout où les terroristes se réunissent doit être en phase avec l'objectif politique plus large, et la MANUA doit jouer un rôle important dans cette tâche essentiellement politique. Étant donné que le contenu du message importe, il est également essentiel de faire preuve de davantage de clarté en ce qui concerne les idées débattues publiquement. La réconciliation est l'une d'elles.

Le dernier rapport du Secrétaire général lance certaines mises en garde importantes dans le cadre de ce débat. L'une d'entre elles, pas la moindre, est l'idée que la réconciliation doit être un processus dirigé par les Afghans dans le plein respect de la Constitution nationale. Il doit en outre être mené à partir d'une position de force militaire et politique. J'ajouterais à cela le fait que ce processus doit être entrepris avec une clarté stratégique et des objectifs convergents. S'il n'y a pas de consensus parmi les parties internationales concernées sur les questions majeures concernant la réconciliation – avec qui et comment –, ce processus court le risque de semer la division entre nous, plutôt qu'entre les éléments que nous cherchons à réconcilier. En outre, nous devons aller au-delà des tentatives de distinguer entre les « bons » et les « méchants » Taliban; ces efforts sont voués à l'échec.

De ce point de vue, il est utile que l'effort international se dirige vers une approche cohésive et intégrée. Nous approuvons pleinement l'idée que la coordination doit reposer sur une véritable direction afghane et sur la reconnaissance du fait qu'il n'y a pas de solution purement militaire. C'est justement pour cette raison que l'Inde appuie vigoureusement les efforts déployés en vue de renforcer les capacités afghanes. Il n'est pas seulement approprié, mais essentiel, d'investir dans ces capacités. Sinon, nous courons le risque de confier des responsabilités sans nous assurer que nos partenaires ont les moyens de les assumer.

Dans ce contexte, l'Inde se félicite de la poursuite du rôle utile attribué l'an dernier à la MANUA par la résolution 1806 (2008). Nous y voyons là un corollaire logique de la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan, adoptée officiellement l'année dernière, qui est une feuille de route pour l'aide internationale en Afghanistan. La MANUA et le Gouvernement afghan ont réalisé des progrès louables depuis que la Mission s'est vu confier un nouveau mandat, et il est indispensable de faire fond avec détermination sur ces premiers signes prometteurs. Il faut appuyer cet effort en accordant des ressources plus importantes à la Mission des Nations Unies et en s'engageant davantage à résoudre le problème humanitaire en Afghanistan, compte tenu en particulier des effets du renchérissement des denrées alimentaires et des phénomènes climatiques négatifs. L'Inde s'attache à atténuer les conséquences humanitaires, y compris comme nous l'avons fait récemment en décidant d'envoyer 250 000 tonnes de blé en Afghanistan, alors même que, fort malheureusement, nous continuons de nous heurter à des difficultés politiques en matière de transport et de transit terrestres vers l'Afghanistan.

Cela étant, je tiens à souligner l'attachement ferme et inébranlable de l'Inde à l'effort de la communauté internationale en Afghanistan. L'Inde considère que la stabilisation de l'Afghanistan est liée de manière intégrale à notre sécurité. C'est pourquoi, bien que nous soyons choqués par les attaques perpétrées contre nos ressortissants et contre les symboles de notre amitié avec l'Afghanistan, ces actes criminels ne sauraient nous dissuader d'agir. Non seulement notre engagement en faveur de l'Afghanistan a dépassé 1,2 milliard de dollars, mais nous avons tenté, dans toute la mesure de nos moyens, d'élargir la gamme et la diversité de nos projets. Ainsi, l'aide fournie par l'Inde va de projets d'infrastructure, telle la route entre Zaranj et Delaram, à des institutions telles que l'immeuble du parlement à Kaboul. En même temps, nous nous sommes engagés dans des projets locaux qui fourniront des dividendes de la paix le plus rapidement possible, allant des entrepôts de stockage à froid à l'équipement pour des écoles et des hôpitaux. Avec ces efforts, nous faisons du renforcement des capacités un élément central de nos activités en Afghanistan. C'est pour appuyer cette tâche centrale que l'Inde a accepté d'allonger la liste actuelle de 500 places dans les programmes de renforcement des capacités et de bourses d'étude.

Passant à l'aspect régional, nous devons intensifier nos efforts pour intégrer la stabilisation de l'Afghanistan dans les processus régionaux afin que ce pays recouvre son rôle clef de carrefour de l'Asie du Sud, de l'Asie de l'Ouest et de l'Asie centrale, ce qu'a également dit le Représentant permanent de l'Afghanistan dans sa déclaration aujourd'hui. Cela inclut les processus économiques régionaux, tels que l'Association sud-asiatique de coopération régionale. Ces activités servent l'intérêt collectif de toute la région. Entraver ces efforts n'affecte pas seulement l'Afghanistan, mais aussi tous les pays de la région. Nous avons donc besoin d'élargir, plutôt que d'entraver, le commerce, le transit – surtout le transit dans ce contexte, comme je l'ai dit plus tôt – et les transports. C'est, à notre avis, le meilleur moyen d'introduire la dimension régionale quand on parle de l'Afghanistan.

Pour terminer, l'Inde estime qu'il faut aborder les problèmes de l'Afghanistan dans leur totalité. Nous devons procéder à une analyse de la situation où nous nous trouvons aujourd'hui dans la perspective des huit années écoulées. Chaque pas en avant a été difficile, mais chaque pas est une mesure de la distance que nous avons mise entre nous et les destructions du passé. C'est pour cette raison que nous devons continuer à souligner les progrès réalisés au lieu de déplorer les défis qui restent à relever. C'est également pour cette raison que nous devons nous fixer des objectifs réalistes et réalisables, et ne pas avoir des attentes qui sont irréalistes dans le contexte local. Si nous sommes vraiment attachés à un processus d'établissement de l'ordre prioritaire des tâches dirigé par l'Afghanistan, nous ne devrions pas oublier le chemin parcouru par ce pays au lieu de dire chacun pour notre compte que nous aimerions qu'il ait déjà atteint tel ou tel objectif.

Le Président (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Australie.

M. Golezinowski (Australie) (*parle en anglais*) : L'Australie est reconnaissante de l'occasion qui lui est donnée de prendre part à ce débat. Pour gagner du temps, je sauterai certaines parties de la déclaration que j'ai fait distribuer. Nous partageons l'avis exprimé par le Secrétaire général dans son rapport (S/2009/135) et par les autres orateurs qui s'y sont référés, à savoir que 2009 sera une année critique en Afghanistan. Il importera d'assurer le déroulement crédible des élections pour démontrer que la démocratie naissante en Afghanistan ne sera pas perturbée par l'insurrection des Taliban.

L'Australie se félicite de l'annonce faite par la Commission électorale indépendante afghane que les élections auront lieu au mois d'août, ce qui donne assez de temps pour procéder aux préparatifs logistiques nécessaires qui permettront au peuple afghan d'exercer son droit démocratique. Nous appuyons également les efforts visant à trouver une solution aux questions constitutionnelles de façon à garantir la légitimité et la stabilité du Gouvernement jusqu'à l'investiture. Par ailleurs, nous sommes résolu à appuyer la tenue des élections. Nous avons annoncé récemment une contribution de 3 millions de dollars au Programme des Nations Unies pour le développement afin qu'il mette en place une commission indépendante des contentieux électoraux. Et avant cela, nous avons financé l'inscription sur les listes électorales.

L'Afghanistan et ses partenaires internationaux sont confrontés à d'énormes difficultés, comme l'a dit avec tant d'éloquence le Représentant permanent de ce pays. L'amélioration de la sécurité est essentielle pour la reconstruction et le développement. Cela exigera que les forces du Gouvernement afghan montrent la voie. C'est dans cette optique que l'Australie a fourni à l'Afghanistan une équipe opérationnelle d'encadrement et de liaison.

La réconciliation politique et, en fin de compte, un règlement politique constitueront également des éléments critiques d'une solution durable pour l'Afghanistan. Il sera très important que les pays de la région fassent preuve d'un engagement constructif.

Mais l'Australie est également bien consciente de l'ampleur des problèmes humanitaires en Afghanistan, et nous faisons notre part – un montant de quelque 600 millions de dollars depuis 2001. Je voudrais souligner en particulier le travail accompli par mes compatriotes dans le domaine du déminage et à travers l'aide alimentaire fournie par le Programme alimentaire mondial.

Nous nous réjouissons de l'importance que le Secrétaire général attache dans son rapport à veiller à ce que l'assistance au développement soit assurée de manière intelligente, conformément à des plans coordonnés et globaux dont les objectifs sont clairement définis. Dans ce contexte, l'Australie apprécie au plus haut point les efforts déployés par le Représentant spécial Kai Eide et son équipe de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) pour introduire une plus grande cohésion

dans les activités des donateurs internationaux. L'Australie est prête à être coordonnée.

Nous sommes également favorables à l'ouverture de nouveaux bureaux provinciaux de la MANUA, ce qui indiquerait clairement que l'ONU est déterminée à fournir une plus grande assistance directe par le biais de programmes et d'activités de sensibilisation au niveau communautaire, là où il y a le plus besoin d'aide. Nous nous félicitons tout particulièrement de l'ouverture d'un bureau provincial de la MANUA à Oruzgan, où sont déployés nos personnels militaire et civil. Nous attendons avec intérêt de coopérer avec ce nouveau bureau pour améliorer la situation dans cette partie du sud de l'Afghanistan.

Bien entendu, l'Australie participera à la conférence sur l'Afghanistan qui se tiendra à La Haye. Cette rencontre réunion sera une excellente occasion d'examiner d'un œil critique ce qui marche et ce qui ne marche pas en Afghanistan et de voir comment nous pouvons améliorer l'efficacité de nos efforts collectifs. Nous nous félicitons que l'ONU copréside la rencontre et nous remercions les Pays-Bas, notre précieux partenaire à Oruzgan, de l'accueillir.

L'Australie appuie fermement la prorogation du mandat de la MANUA. Nous devons continuer à veiller à ce que cette opération dispose des ressources adéquates. Nous tenons également à signaler à quel point nous apprécions les efforts inestimables de M. Kai Eide et la manière dont il dirige sa courageuse équipe de la MANUA. La poursuite des progrès en Afghanistan dépend d'un engagement accru et élargi de l'ONU et de la communauté internationale, de concert avec le Gouvernement et le peuple afghans.

Le Président (*parle en arabe*) : Je suis très reconnaissant au représentant de l'Australie d'avoir abrégé sa déclaration.

Je donne maintenant la parole au représentant de la République islamique d'Iran.

M. Al Habib (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Je voudrais, Monsieur le Président, vous remercier d'avoir convoqué la présente séance et vous féliciter pour la compétence avec laquelle vous dirigez les travaux du Conseil ce mois-ci. Je remercie également le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Kai Eide, et ses collègues de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) pour les précieux et inlassables efforts qu'ils déploient en Afghanistan en cette conjoncture

critique. Comme nous l'avons souligné par le passé, la République islamique d'Iran appuie le rôle central de l'ONU en Afghanistan, et cet engagement s'est manifesté encore une fois récemment lors de la visite fructueuse de M. Kai Eide à Téhéran.

Nous avons examiné avec soin le dernier rapport du Secrétaire général sur l'Afghanistan (S/2009/135) et sommes également d'avis que 2009 sera une année très importante pour ce pays et pour ses partenaires de la communauté internationale. Ces dernières années, les responsables et le peuple afghans, aidés par la communauté internationale, ont fait beaucoup d'efforts pour renforcer leurs nouveaux mécanismes démocratiques, pour instaurer la paix, la stabilité et le développement et pour prendre leur destinée en main. Certes, beaucoup a été accompli. Mais il reste encore bien davantage à faire.

Nous sommes préoccupés de constater qu'en dépit de tous les efforts déployés, l'insécurité s'est accrue ces deux dernières années en Afghanistan et que les activités terroristes, menées essentiellement par Al-Qaida et les Taliban, ont infligé de nombreuses pertes et des coûts élevés à cette grande nation qu'est l'Afghanistan.

L'insécurité accrue, la culture du pavot, la production de stupéfiants, le trafic des drogues, la forte hausse des prix des denrées alimentaires et des produits de base et les conséquences de la sécheresse sont quelques-uns des défis auxquels l'Afghanistan reste confronté aujourd'hui. Comme l'indique le rapport dont nous sommes saisis, l'année 2008 a été l'année la plus violente en Afghanistan depuis 2001 et les tentatives des extrémistes et des terroristes pour déstabiliser des zones autrefois stables se sont malheureusement multipliées.

Toutefois nous sommes persuadés que, malgré la gravité et l'ampleur des multiples obstacles auxquels ils se heurtent, nos frères et sœurs afghans poursuivront leurs louables efforts pour lutter sérieusement contre ces menaces et continueront d'avancer sur la voie de la paix, de la stabilité et du développement. Si l'histoire peut servir de guide, aussi graves que soient ces défis, ils ne briseront pas la détermination du peuple et du Gouvernement afghans qui s'emploient résolument à surmonter ces problèmes.

Voisins immédiats de l'Afghanistan et partageant des liens historiques, religieux et culturels profonds avec nos frères et sœurs afghans, nous partageons et ressentons leur douleur en ces moments difficiles tout

comme nous partageons leurs joies dans les périodes de succès. Il est dans notre intérêt vital que l'Afghanistan soit stable, sûr et prospère, qu'il soit en paix avec lui-même et avec ses voisins.

Selon nous, intégrer des éléments terroristes dans la structure politique de l'Afghanistan est contraire à l'accord intervenu entre les membres de la communauté internationale et ne contribuera en aucune manière à régler la situation actuelle. Classer les extrémistes en « bons » et en « mauvais » n'avance à rien. Tous les efforts visant à la réconciliation doivent être exclusivement conduits par les Afghans et placés sous le contrôle et la maîtrise totale du Gouvernement afghan. En outre, seuls les groupes qui reconnaissent, respectent et approuvent la Constitution de l'Afghanistan doivent être associés à ce processus.

Afin de s'attaquer efficacement au problème de l'insécurité en Afghanistan, nous estimons que des efforts plus sérieux et plus concrets devraient être déployés pour renforcer l'Armée et la Police nationales afghanes, et que les Afghans devraient avoir la possibilité, grâce à un processus « d'afghanisation », de prendre pleinement en main et de contrôler totalement l'ensemble des questions qui concernent leur pays. En outre, comme cela est mentionné dans le rapport, en cette heure de dures épreuves, le peuple afghan espère et doit ressentir dans sa vie de tous les jours les effets de l'aide fournie par la communauté internationale. Il est amèrement regrettable que les résultats de l'aide continuent de décevoir les attentes de la population.

La culture du pavot, la production de drogues et le trafic des stupéfiants en Afghanistan demeurent parmi les menaces les plus sérieuses et les plus immédiates suscitant notre préoccupation profonde et constante. La menace liée aux stupéfiants a porté un préjudice considérable à la stabilité, à la sécurité et au développement de l'Afghanistan et a également eu des conséquences désastreuses pour l'ensemble de la région et même au-delà. Nous apprécions les efforts déployés par le Gouvernement afghan pour lutter contre cette menace, mais nous estimons que ces efforts, ainsi que ceux de la communauté internationale, et notamment des pays qui ont une présence militaire en Afghanistan, continuent d'être insuffisants.

L'Iran a, avec la plus vive détermination, mené une guerre coûteuse et meurtrière contre les trafiquants de drogue venus d'Afghanistan, et nous demeurerons

inflexibles dans notre lutte contre cette menace. Ni la gravité de la tâche, ni l'immensité des coûts humains et matériels infligés à notre nation n'ont pu et ne pourront briser notre détermination dans cet important combat. Nous espérons, toutefois, que d'autres au sein de la communauté internationale s'associeront plus sérieusement à cet effort et porteront une plus grande attention à cette menace. Comme le mentionne le rapport dont nous sommes saisis, des initiatives telles que les campagnes efficaces d'éradication, alliées à des programmes proposant d'autres modes de subsistance, à de nouvelles mesures d'incitation pour une bonne gouvernance dans les provinces concernées, à la destruction des laboratoires, à la lutte contre la corruption et à la poursuite plus assidue des trafiquants de drogue, sont parmi les mesures qui peuvent contribuer à lutter contre ce fléau redoutable.

Les prochaines élections présidentielles et aux conseils provinciaux, prévues pour l'été 2009, revêtent une importance primordiale pour la classe politique afghane. Nous espérons que le processus d'édification de l'État entamé avec l'Accord de Bonn continuera d'aller de l'avant avec l'aide et l'appui de la communauté internationale.

Nous devons, au sein de la communauté internationale, coordonner nos activités, tirer les enseignements de nos expériences et redoubler d'efforts pour contribuer à mener à bien le voyage que nous avons entamé il y a sept ans en aidant le peuple et le Gouvernement afghans. Pour sa part, la République islamique d'Iran n'a épargné aucun effort pour coopérer pleinement et sincèrement à cette fin, et nous sommes disposés à continuer sur cette voie. Nous avons représenté un élément important des efforts déployés ces dernières années aux niveaux international et régional pour aider les Afghans. L'Iran accorde une grande importance aux initiatives régionales à cet égard, et nous avons également contribué aux efforts internationaux visant à contribuer à alléger les souffrances des Afghans.

Nous entretenons d'excellentes relations bilatérales avec l'Afghanistan. Les présidents de nos deux pays se sont chacun rendus dans la capitale de l'autre, et le Président Karzai était tout récemment à Téhéran pour participer au dixième sommet de l'Organisation de coopération économique. En marge de ce sommet, des réunions bilatérales et trilatérales très constructives ont été organisées au niveau des chefs d'État, notamment une réunion trilatérale entre

l'Iran, l'Afghanistan et le Pakistan ainsi qu'une autre rassemblant l'Iran, l'Afghanistan et le Tadjikistan.

L'Iran participe activement au processus de reconstruction en Afghanistan. Nous avons consacré des centaines de millions de dollars à la construction d'une infrastructure de base, de routes, de chemins de fer, de ponts et d'installations de télécommunications, ainsi qu'au renforcement des capacités et à la création de services et d'établissements éducatifs. L'Iran a accueilli 3 millions de réfugiés afghans ces trois dernières décennies et à cet égard, elle a assumé un lourd fardeau. Environ 15 000 étudiants afghans sont actuellement inscrits dans des universités iraniennes, tandis que 250 000 élèves fréquentent les écoles primaires et secondaires iraniennes ainsi que les classes du second cycle du secondaire. Ils bénéficient des mêmes équipements et des mêmes chances que nos propres enfants et étudiants.

Enfin, comme les membres le savent sans doute, nous ne sommes plus en ce moment même éloignés du Nouvel An iranien, que nous appelons *Nowruz*. Cette fête traditionnelle est célébrée non seulement en Iran, mais également dans d'autres parties du monde, et notamment en Afghanistan. Le mot *Nowruz* signifie un jour nouveau, un nouveau départ. Saisissons cette occasion pour réfléchir, au sein de la communauté internationale, au nouveau départ que nous voulons donner aux sérieux efforts que nous déployons pour aider le peuple et le Gouvernement afghans à poursuivre leur marche vers la paix, la stabilité et la prospérité. La nation afghane est une grande nation. Elle atteindra son but.

Le Président (*parle en arabe*): Je donne maintenant la parole au représentant du Pakistan.

M. Haroon (Pakistan) (*parle en anglais*): Tout au long de la journée, nous avons eu le plaisir d'entendre de nombreux pays exposer leurs intentions à l'égard de l'Afghanistan. À l'heure qu'il est ce soir, nous devons dire que l'Ambassadeur Tanin a fait un travail remarquable, comme le montre l'impressionnant sentiment de bonne volonté qui a été exprimé à son encontre et à l'encontre de son pays tout au long de cette réunion. Je le félicite.

Je voudrais remercier le Conseil de l'occasion qui m'est donnée de participer à ce débat car cette question est d'une importance capitale pour mon pays et pour la paix dans la région. Nous partageons la douleur et les souffrances sans nom que subissent nos frères en Afghanistan qui ont été les victimes de l'histoire, des

circonstances et d'un conflit implacable depuis de nombreuses années.

Depuis trois décennies, le Pakistan partage les souffrances de nos frères afghans et les répercussions de l'instabilité et du conflit nous ont particulièrement touchés. L'afflux de réfugiés au Pakistan a toujours des proportions considérables et ce n'est qu'un aspect de la réalité. Nous avons un intérêt vital à ce que la paix et la stabilité soient instaurés en Afghanistan. Les destins de nos deux peuples sont aussi étroitement liés pour l'avenir qu'ils l'ont été dans le passé. C'est dans cet esprit et avec un vif enthousiasme que nous participons à ce débat sur l'Afghanistan.

L'ONU a un rôle central à jouer dans la mobilisation et la coordination de l'action internationale qui appuie l'Afghanistan et les circonstances difficiles dans lesquelles travaille la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), sous la direction du Représentant spécial Kai Eide, ne sauraient être sous-estimées. Il s'agit là d'une importante contribution qui demeurera déterminante pour tout règlement qui sera défini lors de conférences qui auront lieu dans le monde dans les mois à venir. Je tiens à remercier le Secrétaire général et M. Eide pour le dernier rapport (S/2009/135) qui, à mon avis, donne un aperçu objectif de la situation en Afghanistan.

Les défis sont bien connus et vont de la sécurité aux questions politiques, humanitaires et de développement. Les défis sont multiples, énormes de par leur portée et étroitement liés les uns aux autres. Ils exigent une réponse véritablement exhaustive, solide et intégrée, pleinement prise en charge et dirigée par les Afghans, avec l'appui et l'attention soutenus et durable de la communauté internationale. La violence et l'insécurité qui augmentent tout en demeurant ancrées dans les interactions complexes entre les Taliban, Al-Qaida, les seigneurs de la guerre, les rivalités entre les factions et les activités des groupes criminels et armés illégaux et qui sont alimentées par le trafic illicite de stupéfiants restent préoccupantes. Les griefs de la population qui ont diverses causes, allant des pertes civiles aux difficultés socioéconomiques et à l'absence de gouvernance et de développement, aggravent encore la situation.

Le terrorisme reste un défi important. Il a ses racines partout dans le monde. Avec l'Afghanistan, le Pakistan doit assumer le plus fort de la menace terroriste et extrémiste. Pour la seule année 2008, près

de 2 000 Pakistanais sont mort au cours de plus 600 incidents liés au terrorisme au Pakistan. L'économie pakistanaise a été touchée directement et indirectement, subissant des milliards de dollars de pertes. Cependant, cela n'a diminué en rien notre détermination de faire reculer la menace du terrorisme et de l'extrémisme. Pour faire face à cette menace, le Gouvernement applique une stratégie globale et multiforme grâce, en partie, à une résolution du Parlement axée sur la démocratie, le dialogue et le développement. Cette approche est appliquée avec l'appui et la coopération des deux populations et sous leur contrôle. Notre message est sans équivoque. Le territoire pakistanais ne sera pas utilisé pour des activités terroristes et notre souveraineté et notre intégrité territoriale devront également être pleinement respectées.

Nous faisons tout notre possible pour contrôler et interdire les traversées illégales de cette difficile frontière avec l'Afghanistan. Nous avons établi environ 1 200 postes de contrôle et déployé plus de 120 000 hommes de notre côté de la frontière. Des mesures réciproques de l'autre côté de la frontière pourraient compléter et renforcer cet effort. La coopération dans le cadre de la commission militaire tripartite a été utile et nous espérons que ce mécanisme sera renforcé. Nous trouvons préoccupants le financement et l'armement de militants, ainsi que la récente incursion de militants sur notre territoire. Les millions de réfugiés qui demeurent au Pakistan représentent un risque supplémentaire en matière de sécurité.

Je suis certain que, lorsque la communauté internationale examinera sa stratégie pour parvenir à l'objectif commun de la paix en Afghanistan, nous prendrons en compte les enseignements tirés de l'histoire et des erreurs du passé lorsque nous ferons le point d'une façon impartiale. Nous devrions examiner pour quelle raison, après sept années, malgré des progrès significatifs réalisés en Afghanistan grâce à des investissements et à des sacrifices importants, la situation ne donne pas vraiment de raison d'être optimistes. Avons-nous bien remédié aux causes sous-jacentes de l'instabilité? Le militantisme et le terrorisme sont-ils maîtrisés ou se propagent-ils? Dans quelle mesure les stratégies militaires réussissent-elles? Dans quelle mesure l'élément non militaire est-il adéquat et efficace? L'assistance internationale a-t-elle conduit à une véritable amélioration de la vie des citoyens ordinaires? Avons-nous réussi à gagner les cœurs et les esprits du peuple afghan? Pour autant qu'il

existe une règle empirique à suivre pour répondre à ces questions, elle devrait poser la question de savoir pourquoi des millions de réfugiés restent dans des conditions déplorables dans les pays voisins.

L'Afghanistan peut mieux faire face à ces défis sans intervention ni ingérence. Cependant, cela ne veut pas dire désengagement et abandon. Comme de nombreux orateurs l'ont indiqué, cela s'est produit par le passé. Il faut mieux comprendre les besoins et les priorités du peuple afghan et respecter leurs traditions, leurs valeurs, leur culture et leur religion. Nous sommes d'accord avec le Secrétaire général sur le fait que la stratégie doit consister à établir des priorités, à rationaliser et à « afghaniser ». À notre avis, les éléments suivants devraient faire partie de tout engagement constructif.

Premièrement, nous devons adopter une approche globale, coordonnée et équilibrée. Il est évident qu'utiliser seulement des moyens militaires ne permet pas de parvenir à la paix.

Deuxièmement, pour bénéficier d'une stabilité durable, le peuple doit prendre le processus en main. Il faudrait se concentrer sur le renforcement des capacités locales et nationales dans le but de réduire la dépendance à l'égard de l'appui extérieur.

Troisièmement, un investissement massif dans la reconstruction, le développement et la protection sociale est nécessaire avec la participation de tous les segments de la société afghane. On devrait avant tout parler des avantages liés au développement, et non de l'insécurité, du chaos et de la misère. Le problème des stupéfiants devrait être réglé d'une manière globale dans le contexte du développement grâce à des programmes proposant d'autres modes de subsistance.

Quatrièmement, dans notre lutte pour gagner les cœurs et les esprits, la persuasion doit prendre le dessus sur la force et la contrainte. Un processus inclusif fondé sur un dialogue et une réconciliation nationale générale peut catalyser la consolidation des progrès accomplis grâce aux efforts internationaux en Afghanistan. Les élections à venir fournissent une excellente occasion de mettre l'accent sur la réconciliation et de promouvoir l'inclusion grâce au processus démocratique. Le Pakistan apportera tout l'appui possible pour le bon déroulement des élections.

Cinquièmement, toute stratégie devra donner la priorité au rapatriement de millions de réfugiés du Pakistan et devra y allouer des ressources. Des mesures

d'incitation devront être créées en Afghanistan pour encourager le retour volontaire des réfugiés.

La coopération régionale est essentielle pour réaliser une paix durable et le développement en Afghanistan. Une approche régionale doit tenir compte des intérêts, des capacités et des aspirations des États souverains et de leurs peuples. Elle doit poser les jalons solides d'une paix durable.

L'intégration de l'Afghanistan dans les mécanismes régionaux est encourageante. Il est membre de l'Association sud-asiatique de coopération régionale, il est membre de l'Organisation de coopération économique, qui a tenu au début du mois sa dixième réunion au sommet à Téhéran, qui a également accueilli le premier Sommet trilatéral entre l'Afghanistan, le Pakistan et la Turquie. Le deuxième Sommet trilatéral entre l'Afghanistan, le Pakistan et la Turquie s'est tenu plus tôt à Istanbul en décembre 2008. Le Pakistan accueillera la troisième Conférence régionale de coopération économique pour l'Afghanistan à Islamabad en mai prochain.

Tirant parti des conférences de Kaboul et de Delhi, la réunion d'Islamabad se concentrera sur cinq thèmes majeurs – les mines, la santé, le commerce et le transit, le développement des mouvements syndicaux et des ressources humaines, l'énergie et les infrastructures, y compris le projet de gazoduc Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde). Nous attendons également avec intérêt d'autres événements internationaux qui se tiendront prochainement en Afghanistan, à Moscou le 27 mars, à La Haye le 31 mars, et à Trieste les 26 et 27 juin.

Le Pakistan attache un degré de priorité élevé aux relations étroites, amicales et coopératives avec l'Afghanistan. Le nouveau Gouvernement démocratique pakistanais a connu des débuts prometteurs avec l'Afghanistan. Il y a eu un certain nombre de relations bilatérales au plus haut niveau. Nous accomplissons régulièrement des progrès en établissant des rapports de confiance et de compréhension plus profonds. Le processus revitalisé de la Jirga de paix fournit des moyens utiles pour favoriser le dialogue et le développement.

Au cours de la visite du Président Zardari en Afghanistan en janvier 2009, les deux parties ont signé une déclaration conjointe historique sur les mesures qui seront prises et la coopération bilatérale. La déclaration fournit un cadre global pour emmener le partenariat Pakistan-Afghanistan à des niveaux plus élevés dans

les domaines politique, économique, sécuritaire et social. Je signale que, en dépit de nos contraintes, le Pakistan contribue également de manière importante aux efforts de reconstruction et de développement en Afghanistan. Nous nous sommes engagés à verser 320 millions de dollars à cet égard, dont 170 millions de dollars ont déjà été dépensés pour différents projets dans des domaines socioéconomiques variés, la formation, le renforcement des capacités et les infrastructures.

Pour terminer, je voudrais dire que le Pakistan sera le premier bénéficiaire de la paix et de la stabilité en Afghanistan, qui est également l'objectif commun de la communauté internationale. Nous espérons que le débat d'aujourd'hui favorisera encore davantage cet objectif auquel le Pakistan reste profondément attaché.

Le Président (*parle en arabe*): Je donne maintenant la parole à M. Eide qui souhaite faire des observations complémentaires et répondre aux commentaires des délégations.

M. Eide (*parle en anglais*): J'essayerai d'être bref dans mes réponses à certaines déclarations qui ont été faites. Il a été fait allusion à plusieurs reprises aux victimes civiles, ce qui représente une question très complexe. Personne ne dit qu'il a existé une intention de faire des victimes civiles. Naturellement, nous voulons tous les éviter, et je dirais même que le commandant de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) a véritablement fait un effort très marqué pour aller dans cette direction. Je l'admire.

Nous sommes également confrontés à deux autres problèmes à cet égard. Premièrement, je pense que nous serons confrontés à une propagande croissante de la part des insurgés au cours de l'année prochaine parallèlement à une augmentation du nombre de contingents. Deuxièmement, nous serons confrontés au problème dont nous avons constamment été les témoins, à savoir le problème de la désinformation des militaires. Cela peut résulter de différents au sein d'une communauté ou d'autres choses, et les sources contribuent à ce phénomène. C'est très difficile.

Le représentant du Pakistan a déclaré que nous avons besoin des cœurs et des esprits. C'est intéressant, car si, d'une part, nous disons « nous, la communauté internationale », nous devons aussi, d'autre part, œuvrer pour parvenir à l'afghanisation. J'estime que seuls les Afghans peuvent vraiment gagner les cœurs et les esprits de leur peuple, et c'est donc pourquoi cette afghanisation est si importante.

Certains orateurs ont fait des commentaires sur la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA). Tout d'abord, le fossé existant entre les ressources et les mandats est en train de se combler, on attendra ainsi plus de notre part. Il y a toutes les raisons pour cela. Plusieurs mois seront peut-être nécessaires avant que nous ne disposions du personnel en place dont nous devons disposer, mais je l'attends.

Mais je dois demander, « l'attendre de qui? ». Je dis cela parce que nous ne disposons que du pouvoir de persuasion. C'est ce dont dispose l'Organisation des Nations Unies. Si j'use de la manière douce, on me dit que je suis trop doux. Si j'élève la voix, les médias rapportent qu'il s'est agi d'une conversation orageuse. Les ministres viennent me voir et me disent, « Nous n'apprécions pas ce que vous dites à notre sujet ». Et c'est absolument exact. Je continuerai à dire les choses qu'ils n'apprécient pas quand je vois que le niveau nécessaire de coordination fait défaut.

C'est une situation difficile parce qu'il s'agit, en fin de compte, d'une question de volonté politique. La situation n'est pas celle dans laquelle les pays donateurs se reposent en attendant que nous venions les voir et que nous leur disions, « Pourriez-vous s'il vous plaît faire ceci ou cela? ». Ils ont leurs stratégies nationales qu'ils sont peu disposés à ajuster. C'est le problème principal auquel nous sommes confrontés.

Nous renforçons notre présence là où nous avons des bureaux et en créons de nouveaux. Nous avons ouvert et inaugurerons le bureau à Tirin Kot, et nous en ouvrirons d'autres. J'ai mentionné que la province d'Helmand pouvait être une possibilité. Je voudrais dire à ceux qui soutiennent que nous devrions avancer plus rapidement et que nous devrions créer des bureaux, en particulier dans le sud, que la plupart des pays fournisseurs de contingents à la FIAS ne veulent pas envoyer de militaires armés dans le sud. Mais ceux qui siègent autour de la table du Conseil nous

demandent d'envoyer des civils sans armes aux mêmes endroits. Je soumets cette petite remarque aux membres, car je pense qu'il est important de garder cela à l'esprit.

En ce qui concerne la situation humanitaire, je crois qu'il s'agissait du représentant du Canada qui a demandé de « renforcer la dimension humanitaire », et je répondrais « oui ». Je déplore vraiment qu'une partie de l'activité des Nations Unies ait évolué si lentement, vraiment lentement. Comme le savent de nombreux participants, cela résulte d'un débat qui nous occupe depuis un certain temps. Heureusement, nous avons été sauvés par un hiver doux.

Pour terminer, en ce qui concerne les conférences et les perspectives régionales, j'espère que nous allons maintenant faire un pas décisif dans les domaines de la dimension régionale et de la coopération régionale. Ce sera vraiment important. J'espère que, en commençant par la conférence à Moscou, la semaine prochaine, un élan pourrait être imprimé dans lequel l'attention ne sera pas éparpillée dans de trop nombreux projets, trop d'initiatives, et que nous essayerons ainsi de donner un élan sur cette base et de transmettre cet élan par le biais des différentes conférences qui sont prévues. Si cela se produit, je crois que nos efforts pourraient être couronnés de succès.

Je remercie le Conseil de tout l'appui qu'il a m'a accordé ainsi qu'à la Mission. Je remercie également le Président de m'avoir donné l'occasion de prendre une fois encore la parole.

Le Président (*parle en arabe*): Je remercie M. Kai Eide pour ses commentaires francs et sincères.

Il n'y a pas d'autre orateur inscrit sur ma liste. Le Conseil de sécurité a ainsi achevé la phase actuelle de l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

La séance est levée à 19 h 10.